ISSN 0024-7650

Portugal et Espagne : enfin en Europe !

p. 6

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 918 - 4 janvier 1986 - prix : 6 F

1985 : l'année de la Bourse

p. 10

Pour 1986 : aux travailleurs eux-mêmes de se refaire une santé !

p. 3

Rallye Paris - Dakar

La foire des loisirs au milieu de la misère

p. 7

M 6189 - 918 - 6 F

SOMMAIRE

Dans le monde

Page 6 :
— L'Espagne et le Portugal rejoignent la CEE : 50 millions de consommateurs de plus pour les trusts.

Pages 8 et 9 :
— Argentine, verdict au procès des généraux : l'armée reste intacte.
— Pérou, Alan Garcia nationalise une des trois sociétés pétrolières US : une mesure timorée.

Page 16 :
— Les attentats de Rome et de Vienne : le terrorisme des Palestiniens et le terrorisme d'Etat d'Israël.
— Liban : l'interminable guerre civile.
— Tunisie : le gouvernement veut mettre au pas la bureaucratie syndicale.

Politique

Page 7 :
— Rallye Paris-Dakar : la foire des loisirs au milieu de la misère.
— Afrique du Sud : Winnie Mandela, la police l'arrête, la justice la libère.

Page 10 :
— 1985, l'année de la Bourse.
• Une bonne année pour les capitalistes.
• Le mythe du "petit porteur".
• Les "sociétés de portefeuille" championnes de la hausse.

Social

Page 4 :
— Méthodes de gangsters des patrons.
— En bref.

Page 6 :
— **Dans notre courrier.**

Page 11 :
— Loi sur la flexibilité : l'appui de Maire à un projet anti-ouvrier et le combat tardif du PCF.
— Travail précaire : ça augmente et se stabilise.
— Matra-Harris : la direction veut des travailleurs solidaires... de leur patron.

Page 12 :
— Dans les entreprises : hôpital Beaujon Clichy ; CHR de Rennes ; CHS Esquirol de Limoges ; Stratinor Limoges ; Strafor Strasbourg ; Thomson Vélizy.

Loisirs et culture

Page 13 :
— Films : *Silverado ;* L'*effrontée.*

Pages 14 et 15 :
— Livres : *Sans la miséricorde du Christ* d'H. Bianciotti ; *Les lions de la nuit* d'A. Bounemeur ; *Tous ensemble* de F. de Closets ; *Balthazar, fils de famille* de FM Banier ; *Et la mer se fâcha* de Y. Kemal ; *Dara* de P. Besson ; *Simon et l'enfant* de J. Joffo.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F. — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris. (1) 48.74.29.74.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 6851 10 R.

IL Y A 20 ANS

LA CONFÉRENCE "TRICONTINENTALE" DE LA HAVANE

Le 3 janvier 1966 s'ouvrait à La Havane la première conférence "Tricontinentale". Les 500 délégués, représentant une centaine de mouvements révolutionnaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, avaient pour objectif déclaré de discuter "des meilleures méthodes de lutte contre l'impérialisme, le racisme et le néo-colonialisme", *un objectif que symbolisaient dans les rues de La Havane d'immenses affiches représentant trois hommes, un Africain, un Sud-Américain et un Asiatique, brandissant une arme et s'appuyant sur une mappemonde écrasée.*

Des mouvements d'extrême-gauche, le courant "tiers-mondiste", virent dans cette conférence l'équivalent de ce qu'avait été, un demi-siècle plus tôt, la création de l'Internationale Communiste avec la révolution russe. Rien de comparable, pourtant. La Tricontinentale ne fut pas une internationale communiste proletarienne, même pas à ses débuts, même pas dans ses premières années comme l'IC de Lénine.

Depuis la "crise des fusées", en 1962, Cuba se sentait particulièrement isolé face aux USA. Castro s'était alors senti lâché par l'URSS, lorsque Khrouchtchev avait accepté par-dessus sa tête de démanteler les bases de missiles installées sur le territoire cubain. Et il pouvait légitimement craindre que Cuba ne fasse les frais de la "coexistence pacifique" entre les deux grandes puissances, en cette année 1965 qui fut celle du début des bombardements américains au Nord-Vietnam et de l'intervention des "marines" à Saint-Domingue. Aussi le vit-on à ce moment prendre quelques distances avec l'URSS, refuser pendant quelques années de condamner la Chine populaire et essayer de trouver quelque appui contre l'impérialisme auprès des leaders les plus radicaux du Tiers Monde et des mouvements de guérilla d'Amérique du Sud.

C'est dans ce cadre que fut convoquée la conférence de La Havane, née de l'idée déjà ancienne d'associer les Latino-Américains aux rencontres de solidarité afro-asiatiques qui existaient depuis la conférence de Bandoeng en 1955. Un des principaux artisans de la conférence était le leader de l'opposition marocaine, Medhi Ben Barka, assassiné quelques semaines plus tôt à Paris.

La conférence Tricontinentale, par son existence, était certes un défi aux USA. Elle se tenait à 100 km des côtes américaines de la Floride. Les délégués pouvaient voir, au large, les navires de guerre américains. Mais l'impérialisme était obligé de tolérer le rassemblement de ces mouvements contre lesquels il envoyait ses "marines" et ses B 52 aux quatre coins du monde. Les délégués vietnamiens furent les héros de la conférence. Un défi renforcé encore par le ton radical de la plupart des interventions, la lutte armée étant prônée même par les leaders les plus modérés.

Chedi Jagan, ex-Premier ministre de la Guyane britannique, qui n'avait rien d'un extrémiste, déclarait alors : *"La guerre du Vietnam et la crise dominicaine nous prouvent que le chemin pacifique est fermé"*. Salvador Allende se laissait aller à dire que *"l'éventualité n'était pas à exclure de la lutte armée au Chili"*. Une lutte armée que les PC d'Amérique latine acceptaient pour leur part d'envisager depuis 1964, parfois du bout des lèvres, il est vrai.

Il put alors sembler à certains que Castro avait la volonté de renverser l'impérialisme et que le "castrisme" pouvait être une voie à suivre pour les peuples opprimés.

Pourtant, pour Castro et les initiateurs de la Tricontinentale, il ne fut jamais question, pour s'attaquer à l'impérialisme, de s'appuyer sur les opprimés de ses citadelles, la classe ouvrière des pays riches. Pour eux, seuls les peuples des pays du Tiers Monde étaient "révolutionnaires". Et aux travailleurs des pays développés, sous prétexte qu'ils profitaient eux aussi de l'oppression des pays pauvres, ils n'avaient rien à proposer pour en faire des alliés en les opposant à leur propre bourgeoisie. Castro ne s'est jamais adressé à eux. Et c'est là qu'est toute la différence entre l'internationalisme qui fut celui de Lénine et de ses compagnons et la politique des dirigeants de la révolution cubaine. Castro cherchait certes des alliés contre les USA, mais il ne sortait pas pour autant de la défense des intérêts nationaux de Cuba. Il ne voulait pas regrouper ses alliés sur la base d'intérêts de classe, mais sur la base d'intérêts nationaux, toutes classes confondues. En cela il ne faisait que rester fidèle aux idéaux qui l'avaient amené au pouvoir, car il ne s'était battu ni pour supprimer les classes à Cuba, ni pour supprimer l'impérialisme à l'échelle mondiale, mais uniquement pour débarrasser l'île de la dictature honnie de Batista et y instaurer un régime plus démocratique, sans pour autant sortir des cadres de la domination bourgeoise de la société.

Malgré cela, parmi nombre d'intellectuels dans le monde entier, on voulut voir en Castro non seulement un révolutionnaire (ce qu'il était), mais un internationaliste et un communiste, ce qu'il finit lui-même par se proclamer... mais dans sa version stalinienne. Pour toute une frange de l'intelligentsia radicale des pays riches, il était plus facile de voir le début de la révolution socialiste mondiale à Cuba que de nouer des liens avec la classe ouvrière des pays dans lesquels il vivaient. Et s'ils se disaient prêts à faire la révolution, prêts à voir au-delà de leurs frontières, ils n'étaient pas prêts pour autant à sauter individuellement les barrières sociales qui séparent la petite bourgeoisie intellectuelle des travailleurs, à l'exploitation desquels eux aussi finalement contribuent de par leur situation matérielle.

Si l'étoile d'un Castro révolutionnaire, communiste, internationaliste, a fini par pâlir pour tous les "tiers-mondistes", ce n'est que du fait des dirigeants cubains eux-mêmes. C'est parce que Castro préféra amorcer à partir de 1968 un soutien de plus en plus inconditionnel à l'URSS, qui achetait à Cuba son sucre et lui fournissait une aide économique et politique, en échange de quoi Cuba, en vertu de la défense de ses intérêts nationaux, aligna de plus en plus sa politique sur Moscou, quitte à approuver l'intervention russe en Tchécoslovaquie en 1968 et à marquer de plus en plus ses distances avec la Chine maoïste.

On perdit alors de vue les discours enflammés de la Tricontinentale. L'appui aux guérillas fut abandonné au profit de soutiens aux régimes qui s'opposaient un tant soit peu à l'impérialisme, comme celui du général péruvien Alvarado en 1969, puis celui d'Allende au Chili en 1970. Castro affirma désormais que *"l'exemple cubain n'était pas exportable en Amérique latine"*.

Daniel MESCA

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

ÉDITORIAL

POUR 1986

AUX TRAVAILLEURS EUX-MÊMES DE SE REFAIRE UNE SANTÉ

Question étrennes et meilleurs vœux, on n'a pas été gâtés. Pas comme les travailleurs américains et soviétiques qui ont eu les vœux croisés de Gorbatchev et Reagan. Le président américain à la télévision soviétique ; et le président soviétique à la télévision américaine.

Remarquez que c'est tout juste si certains ont fait la différence : le même discours sur la paix, se sont plaints certains Américains ; les mêmes vieilles phrases pacifistes pendant qu'on prépare la guerre et qu'on accumule les armements ou qu'on les vend à d'autres qui s'en servent. Mais évidemment, mieux vaut les vœux croisés que les feux croisés des Pershing et des SS 20.

Nous, en tout cas, on a eu les vœux simples de Mitterrand qui nous a conseillé de tenir bon la rampe... merci ! Si lui et son gouvernement avaient eu un peu d'humour ou de largeur de vue, même aussi peu que Reagan, on aurait pu avoir les vœux de Chirac ou de son poulain Toubon. Il nous aurait dit, comme sur ses affiches : "*85, c'est fini, vive 86 !*", alors que Mitterrand nous a dit : "*C'est une année qui finit, l'autre qui commence...*" Avouez que le programme de "l'opposition", de la "France libérale", ressemble à s'y méprendre à celui de l'actuelle majorité, de la "France socialiste" !

Ces deux France-là vont s'opposer aux élections de mars 1986. Durement. Âprement, c'est sûr. Leur seul problème est de savoir sur quoi.

La droite classique, RPR et UDF, tente de rédiger un programme. Elle dit préférer s'en tenir aux grandes lignes d'une philosophie fondamentale plutôt qu'à une suite de propositions concrètes comme les 131 de Mitterrand en 1981. Pourquoi ? Parce que ce seraient autant de promesses non tenues que les électeurs lui reprocheraient ensuite ? Les politiciens de droite, pas davantage que les politiciens de gauche, ne craignent les promesses non tenues. C'est le métier qui veut ça. Mais si les apôtres de la France libérale se mettaient à rédiger du précis, ils tomberaient inévitablement dans ce que Mitterrand-Mauroy-Fabius et les autres ont fait au gouvernement depuis quelques années : les cadeaux pour les grands bourgeois et leurs entreprises ; les TUC, les stages ou le chômage pour les travailleurs ; les génuflexions pour les curés et leur école où on est libre de payer pour entrer.

Alors, la droite n'a pas de programme, pas de politique autre que celle qui est déjà faite. Elle ne fera probablement pas plus mal que la gauche gouvernementale pour les riches et les possédants, mais elle ne fera vraisemblablement pas beaucoup mieux non plus. Comment faire vraiment mieux ?

C'est bien pourquoi les boursicoteurs ont sablé le champagne, énivrés par la hausse spectaculaire des actions de la cuvée 1985 plus que par l'alcool. Les journalistes se sont demandé naïvement si les actionnaires capitalistes ou leurs agents de change rendaient hommage à la gauche en place ou fêtaient la venue prochaine de la droite. Les deux, voyons, car l'un n'empêche pas l'autre.

Alors, l'année 1986 s'annonce comme l'année du changement... parlementaire et gouvernemental du moins. La télé nous a montré des voyantes extralucides et leurs boules de cristal donner la droite gagnante dans dix semaines ! Mais ce ne sera pas un changement pour les profits.

Ce ne sera pas un changement non plus pour les travailleurs. Ils ont pu juger depuis 1981 qu'ils n'avaient rien à espérer des bulletins de vote et des élections même quand les partis qui se prétendent de gauche les gagnent. Autant dire que le 16 mars 1986 est attendu sans illusion. Les partis de droite vont probablement revenir à la gestion des affaires de la bourgeoisie. C'est ce qu'on appelle l'alternance, ou la relève de la garde... des profits et privilèges de la fortune. Car avec la gauche comme avec la droite, et vice-versa, les choses restent en l'état : des fortunes colossales et inemployées à un pôle, la misère à l'autre, en France comme dans le monde.

Le seul espoir d'émancipation de la classe ouvrière, la seule chance d'en finir avec un régime basé sur le profit capitaliste et les crises, c'est la lutte des travailleurs eux-mêmes. Car c'est bien connu, les plus beaux cadeaux, c'est ceux qu'on s'offre soi-même.

Arlette LAGUILLER

REAGAN-GORBATCHEV

ON NE CROIT PLUS AUX PÈRES NOËL

Il serait temps que nos pauvres cervelles craintives cessent de voir la guerre partout et comprennent que les préparatifs de guerre nucléaire, les déploiements de missiles, la recherche sur la guerre des étoiles, même s'ils se poursuivent de plus belle, c'est pour rire.

Il y a quelques mois, Gorbatchev et Reagan avaient déjà tenté de couper court à toutes ces craintes stupides en s'affichant ensemble, tout sourires, à Genève. En ce début 1986, ils ont tenu à faire plus : Reagan a adressé ses bons vœux télévisés aux citoyens soviétiques, et Gorbatchev en a fait autant aux citoyens américains. Convaincant, non ?

Il n'y a que dans les contrées les plus reculées que le message n'est pas parvenu. Dans un pays sauvage comme la Finlande, les hommes primitifs n'ont encore rien compris et croient toujours, c'est à peine pensable, que la guerre est possible ! Il a suffi que la radio diffuse une pièce en forme de reportage sur la guerre nucléaire pour que le pays connaisse un début de panique... Pourtant la pièce racontait des choses aussi fantastiques que la destruction d'Hiro... pardon de Leningrad, Paris, Londres, Hambourg, Francfort... Dire qu'après tous les efforts des super-sages des superpuissances, il y a encore des gens pour croire à l'utilisation des *Pershing* et des *Sam* aux fins auxquelles ils sont précisément destinés !

Reagan et Gorbatchev auront fort à faire pour introduire le progrès dans une humanité qui reste décidément bien frileuse et crédule. Mais ils n'ont peur de rien, et comptent tenter une expérience extraordinaire, une véritable révolution dans les mœurs : trois millions d'années après la naissance de l'Homme, une quarantaine de citoyens soviétiques seront autorisés à aller vivre dans leur famille aux Etats-Unis...

J.-J. FRANQUIER

ÉLECTIONS DE MARS 86

DES LISTES DE CANDIDATS LUTTE OUVRIÈRE

Lutte Ouvrière présentera, aux élections législatives et régionales de mars prochain, des listes de candidats. Il s'agit pour nous de faire entendre dans ces élections la voix des travailleurs révolutionnaires.

Dès maintenant, nous appelons les lecteurs de notre journal, nos sympathisants, nos amis, à nous aider à préparer ces candidatures. Il s'agit de constituer nos listes, de faire campagne pour elles, de recueillir les fonds qui permettront d'assumer les frais importants de la campagne électorale et du matériel légal, de trouver pour cela partout, dans son milieu de travail, dans son quartier ou sa cité, des soutiens et des appuis, des travailleurs qui acceptent de nous aider de toutes les manières possibles : financièrement d'abord, et aussi en faisant campagne avec nous.

Des listes de souscription sont d'ores et déjà en circulation. Avec l'appel suivant :

"Les travailleurs ont pu juger depuis 1981 qu'ils n'avaient rien à attendre des élections, même lorsque les partis qui se prétendent de gauche y remportent une victoire. C'est dire que les élections législatives et régionales de mars 1986 sont attendues sans illusion.

Les partis de droite vont probablement revenir à la gestion des affaires de la bourgeoisie, gestion dont l'intérim a été assuré pendant cinq ans par les partis de gauche. Et les travailleurs ont été victimes des uns comme des autres.

Le seul espoir d'émancipation de la classe ouvrière, la seule chance de rompre avec un régime basé sur le profit capitaliste responsable des crises, de l'accumulation des fortunes inemployées et inutiles à un pôle et de la misère à l'autre, est la lutte des travailleurs eux-mêmes. Pour cela ils ne doivent pas craindre d'utiliser la puissance que leur donne leur place dans le fonctionnement de la machine économique, en dehors du cadre piégé de ce que l'on appelle les Institutions Parlementaires et du système électoral qui leur est associé.

Les élections ne sont qu'une occasion pour les travailleurs de dire ce qu'ils pensent, ce qu'il ont sur le cœur, en votant pour les candidats de la classe ouvrière qui dénoncent la duplicité des partis de gauche qui font le jeu de la bourgeoisie et préparent la voie aux partis de droite pour une nouvelle période.

Les candidats de Lutte Ouvrière ne cherchent ni place, ni poste. Ils feront simplement entendre la voix des travailleurs du rang, victimes de la crise et trahis par ceux qui prétendent les représenter.

Lutte Ouvrière s'adresse à tous les travailleurs pour qu'ils appuient ses candidats et les aident, financièrement aujourd'hui, par leur vote le 16 mars."

Alors, amis lecteurs, aidez-nous à assurer le succès de notre courant politique dans cette campagne. Parlez-en autour de vous. Envoyez dès à présent votre contribution ou celles que vous aurez recueillies à notre CCP : Lutte Ouvrière — CCP La Source 31 175 86 W avec la mention "souscription élections".

en bref

Chèques sans provision : assouplissement très peu élastique

Pour le 1er février prochain, le gouvernement a décidé d'alléger les mesures de rétorsion à l'encontre des "chèques en bois" : 30 jours au lieu de 15 pour régulariser, lettre d'injonction moins dramatique et incidents de paiement conservés dans le fichier central de la Banque de France 2 ans au lieu de 3. Ce n'est pas par pure bonté d'âme.

Le problème, c'est l'engorgement de la Banque de France et celui des tribunaux.

Il est aussi question que les récidivistes ne soient plus passibles de la correctionnelle, mais du tribunal de simple police : un juge au lieu de trois, ça juge plus vite ! Autre possibilité : un système de timbre-amende comparable à celui pour les infractions au Code de la route.

Mais les "largesses" gouvernementales ne s'écartent pas du droit chemin. Les mères de famille acculées au chèque sans provision pour nourrir ou soigner leurs gosses sont toujours passibles de prison. Les visites d'huissier et les saisies-arrêts sur salaire restent suspendues au-dessus de la tête des plus pauvres.

Cher trésor

Si vous désirez acheter des bons du Trésor, il ne vous sera plus nécessaire de passer par l'intermédiaire d'une SICAV.

En effet les particuliers pourront désormais acheter directement des bons du Trésor à court terme. Une seule restriction toutefois : vous devez disposer de cinq millions de francs pour avoir le droit d'accès au marché ! Une bagatelle, en somme...

Bavons français

Lentement mais sûrement, les escargots consommés en France arrivent de plus en plus de l'étranger. C'est que l'hexagone absorbe paraît-il, 60 % de la consommation mondiale, alors que les pesticides et le brûlage des chaumes les font disparaître en masse dans nos régions.

Alors, là aussi, c'est l'immigration. Et ne voilà-t-il pas que ces gastéropodes de l'extérieur mettent en déséquilibre la balance du commerce extérieur, depuis 1983, de près de 90 à 95 millions de francs.

Une seule solution : le repli vers des nourritures plus nationales. Il est temps, pour les bons Français à l'esprit civique, de se replier dans leur coquille.

Après le Pont-Neuf, la Tour fait peau neuve

Aux douze coups de minuit, le 31 décembre 1985, la Tour Eiffel, à défaut de récupérer une antenne supplémentaire pour la fameuse cinquième chaine, a brillé de mille feux nouveaux.

292 projecteurs ont remplacé l'ancien système d'éclairage. Il paraît que cela va économiser de l'énergie et qu'en plus la Tour y gagne : elle est illuminée de l'intérieur.

Un éclat nouveau, pour la Tour Eiffel, tant mieux. Pour le débat sur la 5ème chaine et sur l'antenne supplémentaire, c'est toujours la grisaille...

Vol à Mexico ou l'enfance de l'art

144 pièces de collection ont été volées au Musée anthropologique de Mexico pendant la nuit de Noël. D'inestimables objets (vases, figurines, masques, bijoux en or...) venant des civilisations précolombiennes (maya, aztèque, mixtèque...) ont vraisemblablement quitté leur pays d'origine. Car les voleurs étaient bien renseignés, ils n'ont rien pris au hasard et on suppose qu'ils travaillaient pour une filière internationale de pillage des œuvres d'art.

Ce qui veut dire que ces objets ont toutes les chances de terminer leurs voyages dans les coffres ou les demeures de milliardaires américains ou européens.

Celles-ci ne feront que suivre le chemin pris par tant de sculptures, de temples, de colonnades dérobés un peu partout par les colonisateurs... et qui font la richesse du Louvre, du musée de Berlin ou du British Museum, à la suite des innombrables vols commis légalement sur tous les continents.

Pour ne pas parler d'un certain obélisque...

Jehovah... se faire voir ailleurs

Le dieu des Juifs et celui des chrétiens (le même pourtant) n'étant pas parvenus à se mettre d'accord sur la date du nouvel An, il y a donc deux fêtes, le nouvel An juif, et le nouvel An chrétien, lequel est devenu celui de toute la planète.

Mais en Israël les rabbins se sentent chez eux. Pas question de célébrer le réveillon de la Saint-Sylvestre. Le dieu au nom de qui ils parlent est un dieu jaloux, vengeur, et qui tolère mal la concurrence. Sa toute-puissance ne sùffisait pourtant pas jusque-là à empêcher de joyeux réveillons dans les hôtels et les restaurants. Le grand rabbinat a alors menacé de retirer le label nourriture "casher" aux hôteliers et restaurateurs qui persisteraient à maintenir ces réjouissances qualifiées "d'idolâtres". Perdre des clients une soirée de réveillon, c'est dur. Mais perdre des clients juifs religieux toute l'année, c'est encore plus dur. Les hôteliers et restaurateurs se sont donc résolus à observer la volonté divine dans un certain nombre de villes, dont Jérusalem bien sûr, où les religieux tiennent le haut du pavé.

A Tel-Aviv et dans la partie arabe de Jérusalem, les "idolâtres" chrétiens ou athées ont pu festoyer toute la nuit. Quant à Dieu lui-même, il ne s'est pas prononcé. Peut-être a-t-il passé toute la nuit dans une boîte ?

Catastrophes : la nature n'explique pas tout !

Le changement d'année est l'heure des bilans. 74.000 personnes seraient mortes en 1985 à la suite de catastrophes naturelles, dans le monde.

Dans le monde... mais surtout dans les pays pauvres, dont trois totalisent à eux seuls 69.000 de ces 74.000 morts. Le Mexique, où 35.000 personnes ont trouvé la mort dans le tremblement de terre de Mexico. La Colombie, où 23.000 ont péri lors de l'éruption volcanique qui a enseveli la ville d'Arméro. Et le Bangladesh, dont les côtes ont été ravagées en mai dernier par un cyclone qui a fait 11.000 morts.

Les catastrophes naturelles n'ont pourtant pas frappé ces seuls pays. Il y a eu des cyclones en Floride, des tremblements de terre au Japon. Mais une certaine richesse permet la prévention. Les catastrophes dites "naturelles" ne le sont pas tout à fait.

A Paris, logements vides et sans-abri

Combien y a-t-il de logements inoccupés à paris ? Selon l'INSEE, plus de 110.000 soit 8,7% des logements de la capitale. Certains sont inoccupés pour peu de temps, entre deux locations, ou parce que le propriétaire les refait — en général en vue d'augmenter les loyers. Mais d'autres sont vides depuis fort longtemps : des résidences secondaires de gens riches qui viennent rarement à Paris, des immeubles entiers en attente, parfois depuis des années, que soient réglées des affaires de succession, des logements neufs qui ne trouvent pas acheteurs. Des logements restent inoccupés 18 mois pour justifier une augmentation de loyer. L'Office d'HLM de la Ville de Paris maintient vide un volant de son parc de 180.000 logements pour faire face à des déménagements imposés par des opérations immobilières, etc.

En regard de cela il y a des centaines de milliers de mal-logés et des miliers de sans-abri, de "nouveaux pauvres" que le chômage et les mesures du gouvernement de gauche ont privés de leurs indemnités et qui s'abritent comme ils le peuvent la nuit.

Il existe pourtant une loi autorisant la réquisition des logements vides. Ne demandez pas pourquoi elle n'est jamais appliquée !

Nouvelle-Zélande - France : 2 - 0

A Auckland, en Nouvelle-Zélande, un cargo français a été consigné par les autorités du port : les douaniers y avaient trouvé, camouflées, des munitions. Le capitaine du navire dit tout ignorer de cette "cargaison", et c'est un matelot qui a été arrêté : c'est lui qui aurait embarqué les munitions.

La presse néo-zélandaise a laissé entendre que les munitions étaient destinées aux anti-indépendantistes caldoches de Nouvelle-Calédonie. Il faut dire que ces derniers sont armés, ne manquent pas de munitions pour s'en prendre aux Kanacks, et tout cela doit bien leur arriver d'une manière ou d'une autre...

En tout cas, si c'est bien le cas, les douaniers néo-zélandais sont bien plus efficaces à découvrir ces petits trafics que les policiers et gendarmes français. Mais, pour voir, il faut le vouloir...

GALA DE LUTTE OUVRIÈRE

VENDREDI 24 JANVIER

Dans trois semaines environ se déroulera le gala de Lutte Ouvrière, avec en première partie un spectacle avec le groupe musical africain Toure Kunda puis un bal de nuit avec l'orchestre Michel Gérard.

Le gala se déroulera, à partir de 21 heures, dans le hall 1 bis du Parc des expositions du Bourget. On pourra s'y restaurer (sandwiches et boissons).

Pour s'y rendre aisément, il y a plusieurs possibilités. Si vous venez en voiture, le plus simple est de prendre l'autoroute A 1 (l'autoroute du Nord, celle qui part de la Porte de la Chapelle) et de sortir au Bourget. Le Parc des expositions est juste après la sortie. On peut venir également par la Nationale 2 (celle qui part de la Porte de la Villette).

Il y aura un vaste parking (gratuit) sur place.

On peut venir également par les transports en commun : autobus n° 350 (Gare de l'Est - Porte de la Chapelle - et le Bourget, par l'autoroute) ou autobus n° 152 depuis la Porte de la Villette.

On peut aussi venir en métro (station Fort d'Aubervilliers) ou en RER (gare du Bourget) en prenant ensuite le bus n° 152.

Mais il y aura également une navette d'autocars gratuits, qui fera la liaison métro Fort d'Aubervilliers-gare RER du Bourget-Parc des expositions, à partir de 20 heures jusqu'au début du spectacle.

Et à la fin du spectacle (c'est-à-dire après le passage de Toure Kunda), il y aura pour le retour une navette d'autocars, toujours gratuits bien sûr, dans trois directions : 1) vers la Porte de la Villette ; 2) vers la Porte de la Chapelle ; 3) vers Stalingrad, la Gare de l'Est, la Place de la République.

Pour ceux qui resteront au bal de nuit, la navette continuera, avec un départ chaque demi-heure sur la "ligne" Le Bourget-Porte de la Chapelle-Stalingrad-Gare de l'Est-Place de la République.

Se rendre au Bourget et en revenir sera donc relativement aisé.

Ne tardez donc plus à vous procurez des invitations en prenant contact avec nos militants, ou en écrivant au journal.

SEV (ISSY-LES-MOULINEAUX - 92)

MÉTHODES DE GANGSTERS DES PATRONS

Les patrons ne s'embarrassent guère, par les temps qui courent, pour supprimer des emplois. Mais à la SEV, à Issy-les-Moulineaux, filiale de Valéo, ils sont pris d'une rage furieuse pour précipiter la fermeture.

Leur dernier haut fait d'armes date du jeudi 19 décembre. En début d'après-midi, la direction publiait une note annonçant la fermeture de l'usine le jour même à 15 heures, jusqu'au 2 janvier. Une semaine de fermeture avait été programmée auparavant, mais là, la direction avançait subitement les choses d'un jour et demi en invoquant des prétextes du style *"ambiance difficile dans laquelle se termine l'année; absentéïsme important dans la semaine".*

On avait à peine eu le temps d'être au courant de ce départ brusqué et de commencer à partir, que plusieurs dizaines de vigiles (peut-être 40 à 50), surgissaient dans l'usine, matraques et bouteilles de lacrymogène en mains et agressaient les travailleurs qui leur semblaient trop lents à évacuer les ateliers. Visage en sang, ou brûlés par les lacrymogènes propulsés à bout portant, plus de 10 camarades furent expédiés à l'hôpital.

C'est depuis le retour des vacances qu'on assiste à une escalade dans la hargne de la direction. Elle avait en juin dernier annoncé la fermeture prochaine de l'établissement. A la rentrée, elle transformait l'usine en camp retranché, avec vigiles, caméras de surveillance. Puis se succédèrent les sanctions, mises à pied et poursuites de délégués devant les tribunaux, à qui elle réclame 210.000 francs chacun de dommages pour une occupation qu'elle avait d'ailleurs elle-même transformée en lock-out.

Alors que nous étions 960 à l'effectif, beaucoup ont préféré partir en prenant la prime de départ ; d'autres ont été mutés et nous restons à peu près 300 maintenant. Est-ce pour forcer à partir ces derniers que la direction considère comme des irréductibles, ou pour déménager en douce des machines, que la direction a effectué ce coup de force du 19 décembre ?

LA DROITE EN CAMPAGNE

CONDAMNÉE À NE PAS AFFICHER SON PROGRAMME... PUISQUE C'EST UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE QUI L'APPLIQUE

Depuis quelque temps des milliers de panneaux publicitaires sont occupés par différents partis politiques de droite. Seulement, entre Dominati qui proclame qu'en 1986 *"il faut un homme de caractère"* (suivez son regard...), le portrait en pied et guindé du centriste Méhaignerie ou celui, poupon, de Toubon affirmant que *"1985 c'est fini, vive 1986"*, un certain nombre d'électeurs ont dû se demander si la droite ne se payait pas leur tête...

A défaut de mettre en valeur le contenu, ces partis soignent l'emballage. On a ainsi récemment entendu Toubon, le bras droit de Chirac, expliquer sur France-Inter que la conception de l'affiche RPR *"Vivement demain !"*... avait été une affaire de *"sexe"*. En tout bien, tout honneur, puisqu'il s'agissait du mot que le responsable de l'agence de publicité avait dû demander de répéter à Chirac et à certains de ses adjoints pour que, courant bras dessus, bras dessous, ils aient l'air de sourire à l'électeur !

Depuis les "révélations" de Toubon, les électeurs ne peuvent donc plus rien ignorer des dessous de la campagne, sinon politique, du moins publicitaire de Chirac. Et il faut croire qu'ils devront s'en contenter car, au-dessus, il ne surnage pas grand-chose du programme — si programme il y a — de la droite.

Titrant en première page : *"L'opposition prend 20 engagements"*, *Le Figaro* du 1er janvier montrait de façon presque caricaturale que la droite, même lorsque les querelles de personnes n'empêchent pas certaines de ses composantes de s'accorder, a le plus grand mal à présenter ne serait-ce qu'un semblant de programme.

Alors, on nous dit qu'il ne s'agit *"pas d'un catalogue de promesses calquées sur les 110 propositions de F. Mitterrand, mais plutôt de l'affirmation solennelle de la volonté de marquer le passage d'une France socialiste à une France libérale"*, écrit *Le Figaro*. Et ce journal a beau consacrer un long article à ce sujet, il ne trouve rien d'autre, parmi ces 20 engagements qualifiés de *"fondamentaux"*, à présenter aux lecteurs-électeurs de droite que la promesse de *"rétablir sans délais le scrutin majoritaire"* et d'offrir *"de meilleures garanties constitutionnelles à un certain nombre de libertés fondamentales (choix de l'école, presse, communication, etc.)"*

Eh oui, sur l'école, la presse *(Le Figaro,* qui est l'un des nombreux quotidiens du magnat de droite Hersant, en sait quelque chose), l'actuel gouvernement a chaque fois reculé devant les cris d'orfraie de la droite, à chaque fois il a cédé devant la pression de cette même droite. Et celle-ci ne peut que s'en féliciter même si, à quelques semaines d'élections nationales, cela lui pose un petit problème lorsqu'il s'agit d'essayer de montrer à ses électeurs en quoi un gouvernement de droite serait vraiment différent de l'actuel gouvernement.

De ce point de vue l'actuel défilé de portraits auquel se livre la droite, par affichage publicitaire interposé, n'en souligne que mieux le vide des "choix de société" que prétendent proposer les uns et les autres. Entre une gauche au gouvernement et une droite qui s'apprête à y revenir, les différences semblent finalement se réduire à des problèmes d'équipe politicienne, de personnes.

A charge aux publicitaires de faire connaître la trombine à défaut du programme de ceux qu'ils sont chargés de lancer comme des lessives, c'est-à-dire en comptant sur la répétition des affiches afin que le consommateur-électeur fasse le "bon choix"... à moins que cela n'ait l'effet inverse et finisse par le lasser !

Pierre LAFFITTE

5e CHAÎNE

UN FEUILLETON QUI RISQUE DE DURER

"Nous avions 14 bonnes raisons pour attaquer le contrat de la "5", il nous en reste 11", a déclaré le P-DG de RTL après que le gouvernement eut finalement accepté de soumettre à la Haute autorité de l'audiovisuel le "cahier des charges" de la 5e chaîne.

Un "cahier des charges" dont la droite et les groupes de presse qui espéraient (et espèrent sans doute encore) se tailler une part dans le gâteau des télévisions privées, ne s'étaient pas privés de dire qu'il était... peu chargé financièrement. En clair, le gouvernement aurait consenti des conditions d'exploitation trop avantageuses au groupe Seydoux-Berlusconi et, pour cela, aurait voulu se passer de consulter la Haute autorité. Au passage, on apprenait aussi que l'accord passé avec la "5" n'avait pas été contresigné par plusieurs ministres — ce qui serait anormal — et surtout qu'il aurait été conclu avant que ne soit formée légalement une société d'exploitation, "France 5".

Tout cela va finalement être réglé, mais, une nouvelle fois, le gouvernement vient de se faire taper sur les doigts par la droite. Il y avait déjà eu la décision du Conseil d'Etat cassant les dispositions sur l'utilisation de la Tour Eiffel comme émetteur pour la "5", il s'y ajoute maintenant les *"14 bonnes raisons"* évoquées par le P-DG de RTL.

C'est dire que la gué-guerre n'est pas finie entre la droite et le gouvernement, ou plus précisément entre le groupe Seydoux-Berlusconi et ses rivaux (pour l'instant malheureux). L'enjeu de cette bagarre politico-financière où les J.R. des deux camps rivalisent de coups tordus est de savoir si la "5" pourra démarrer ou non avant les élections et surtout avant le début de la campagne électorale. Si tel n'était pas le cas, un certain nombre de groupes de presse ou de l'audiovisuel (RTL, Hersant) pourraient alors espérer voir une probable victoire de la droite se traduire par une nouvelle redistribution des cartes et surtout du pactole publicitaire lié à l'apparition de la télévision privée.

GUADELOUPE

AU FORUM DE L'UPLG, NATIONALISTES, HOMMES D'AFFAIRES ET POSSÉDANTS ONT DÉBATTU DE LEUR INDÉPENDANCE

Milieu décembre en Guadeloupe, l'organisation nationaliste la plus importante, l'UPLG, (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe), a réuni pendant deux jours des hommes d'affaires pour discuter avec eux des voies de "développement" de l'île dans la perspective d'une future indépendance.

Du point de vue des organisateurs, ce fut un succès puisqu'ils ont pu avoir la présence de patrons et de notables blancs ou noirs, et préfigurer ainsi la collaboration de classe telle que la souhaitent les indépendantistes de l'UPLG.

Le numéro du 21 décembre de l'hebdomadaire trotskyste antillais Combat Ouvrier *rendait ainsi compte de la réunion.*

Près de 500 personnes étaient présentes au forum de l'UPLG qui s'est déroulé durant deux jours à l'université de Fouillole, le vendredi 13 et le samedi 14 décembre.

Tout un milieu patronal (chefs d'entreprises, hauts cadres, responsables bancaires etc...) a marqué ce forum de sa présence.

Parmi les capitalistes présents, citons : Rozan (hôtelier) Roger Gabriel (patron d'Antilles Meubles) Chinetti (possédant de l'usine Grosse-Montagne). Ils étaient très à leur aise et se sont largement exprimés.

Sans compter tous les autres possédants et actionnaires tels : Davila, José Salomé, Beuzelin, Victor Vénutolo, et tous les hauts cadres au service du patronat tels Gédéon, directeur du Crédit Agricole, Rotin, directeur de l'Office du Tourisme, et Ary Méry, ancien directeur de la société de crédit des départements d'Outre-Mer. C'est d'ailleurs ce dernier qui a présidé la séance le samedi.

De nombreux petits artisans, commerçants et entrepreneurs, étaient également présents ainsi que quelques personnalités politiques tels Paul Valentino, ancien maire de Pointe-à-Pitre, Germain Jean-Louis maire de Trois-Rivières. Le clergé était aussi représenté (...)

Le débat, s'il était ouvert, a été peu critique et bien souvent monopolisé par les représentants de l'UPLG. Peu de petits artisans et commerçants se sont exprimés. Sur l'ensemble des débats, deux intervenants seulement, un petit paysan et un petit vendeur ambulant, ont porté une critique sur certaines déclarations de l'UPLG. Le premier ne comprenait pas pourquoi Rosan Mounien de l'UGTG avait déclaré qu'il y avait de *"mauvais travailleurs"*. Lui, ce paysan, pensait qu'il existait dans le pays des travailleurs combatifs et que ceux-ci auraient à se battre après l'indépendance si l'équipe au pouvoir les trahissait.

Le deuxième intervenant, un petit vendeur ambulant, reprochait à Mardivirin de dénoncer le pouvoir des Noirs pauvres et de défendre l'unité des classes : ceux de l'import-export, ceux des grosses sociétés (Blancs et Libanais). Pour ce petit vendeur, à sa connaissance, ce sont les Noirs et les Indiens qui avaient le plus souffert dans le pays et qui étaient les plus exploités. Parmi les Libanais, il a cité le possédant Koury, qui a licencié plusieurs travailleurs sans indemnité dans son entreprise Framy. (...)

Mis à part ces deux interventions critiques, les débats n'ont pas fait ressortir les oppositions de classes, que l'UPLG a voulu soigneusement éviter. Il faut noter que même les syndicats de travailleurs et de paysans tels l'UPG et l'UGTG, les seuls syndicats présents à ce forum, ne se sont pas non plus exprimés sur un terrain de classe, reprenant aussi en chœur avec les patrons que les *"charges sociales représentaient un frein au développement économique"*.

Dans ce forum, même s'il y avait des petits commerçants et artisans qui voulaient exprimer davantage leurs difficultés, ils ont préféré se taire. La parole était surtout à tous ces patrons qui se servent aisément dans les caisses de l'État. Ce sont surtout à ces possédants et à leurs hommes d'affaires que l'UPLG avait choisi de donner la parole. Pendant deux jours ils ont débattu de leurs problèmes et de la manière de les contourner pour faire de meilleures affaires : des préoccupations patronales qui n'intéressent pas les travailleurs.

Dans notre courrier

Plus chômeuse et pas encore retraitée

Un retraité de la Banque de France, qui nous encourage à continuer la lutte avec ses salutations révolutionnaires et fraternelles, nous envoie la photocopie de la lettre qu'il a adressée à Mitterrand. Une tranche de vie, comme bien d'autres, dont nous publions quelques extraits :

"Ma femme, après 35 ans de chaîne chez Ducellier et 3 ans et demi de chômage, arrive en fin de droits à 58 ans. Est-ce normal ? Quelles démarches doit-elle entreprendre pour obtenir une retraite dans l'immédiat ? Deux ans sans ressources, c'est long. (...) En Italie, un ouvrier ou une ouvrière touche sa retraite sitôt après 30 ans de versements (ceci sans tenir compte de son âge). La France serait-elle plus pauvre ou moins respectueuse de ses travailleurs ? Dans l'administration, nous obtenons notre retraite au bout de 30 ans de carrière. Dans l'armée, encore moins. Quant au cas d'un député, d'un ministre ou d'un Premier ministre, c'est au bout d'un seul mandat qu'ils la touchent (même si ce mandat n'a pas été terminé, voire même n'a duré pour certains que quelques mois ou même quelques jours).

Nous voyons, dans notre région, des travailleurs de chez Ducellier qui ont cotisé 42 ou 43 ans et qui sont en pré-retraite à 55 ans et encore pour cause économique : sans cela ils auraient dû verser 5 ans de plus.

Percluse aujourd'hui de rhumatismes (elle ne peut même plus faire son travail à la maison), ma femme doit-elle se faire reconnaître médicalement et exploiter ainsi la Sécurité sociale, alors que sa retraite, qu'elle n'a pas volée, lui suffirait à vivre ? (...)

Il y a 40 ans, il suffisait de 30 ans de versements pour obtenir sa retraite. Puis ce fut repoussé à 34 ans, et aujourd'hui 37 ans et demi. Certains ouvriers ont versé plus de 50 ans pour la toucher à 65 ans. Aujourd'hui encore certains, avec 47 ans et demi, n'y ont pas droit parce qu'ils ont moins de 60 ans."

J.-B. L. (43360 ARVANT)

Intérim = le droit de se taire

"Suite à votre article Entre le chômage et le travail, l'intérim, *je vous fais part de mon expérience.*

J'ai été employé par une maison d'intérim de Nantes, "Bureau Français d'Auxiliaires Techniques Temporaires", pour la collecte des ordures ménagères pour le compte de SACO Grand-Jouean de Nantes, du 15 janvier 1982 au 27 février 1984. Il a été mis fin aux contrats de travail qui étaient renouvelés tous les lundis matin le 28 février au matin pour le motif suivant : a assisté à une réunion syndicale dans les locaux de l'entreprise employeuse avec le personnel en grève. Cette décision m'a été notifiée verbalement. Et depuis cette date je n'ai plus jamais trouvé de travail dans cette société d'intérim. (...) Le salaire était de 25,80 F et avec une prime de travaux sales de 6,03 F par jour et un panier de 8,33 F. Ce qui faisait pour 2 jours de travail (13 h 50) un salaire net (primes et congés payés inclus) de 419,84 F."

B. L. Nantes

L'appel de Lucifer

Un lecteur qui signe *"Lucifer"* nous envoie une lettre pour plaider — on ne s'en étonnera pas avec un tel nom — la cause d'une rôtisserie ; il s'agit de la rôtisserie "U Sampieru Corsu" :

"Lutte Ouvrière, organe révolutionnaire trotskyste et internationaliste, a apporté son soutien plus ou moins appuyé aux indépendantistes kanaks, ce dont je le fécilite.

Pourquoi ne soutiendrait-il pas de la même manière le nationalisme corse ? Et par là une tentative autogérée vieille de quinze ans, en péril. (...) Un appel auprès des militants de LO et de la LCR (vos amis), à raison de 10 F par personne sur 1.000 personnes, suffirait à sauver cette entreprise de gauche et éloignée du gouvernement. (...)"

Notre lecteur nous rappelle le fonctionnement de cette rôtisserie, située 12, rue de l'Amiral-Roussin à Paris (15e).

"Chacun paye proportionnellement à son salaire. Sachant que le prix moyen d'un repas, tel qu'on le sert au "Sampieru Corsu", est de 26 francs, cette somme correspond à ce qu'est censé payer un travailleur gagnant le SMIC. A chacun ensuite de faire son calcul, décidant lui-même du prix de son repas. La caisse est libre, chacun versant sa part dans le tiroir-caisse, y puisant sa monnaie.

Vieux travailleurs, chômeurs, travailleurs en lutte peuvent manger gratuitement. Aucun contrôle n'est exercé à la sortie, les plus démunis n'ayant pas ainsi à solliciter la gratuité de leur repas. Cela nous semble relever du respect de la dignité."

Le problème est qu'aujourd'hui la baisse de la fréquentation d'une part, l'augmentation du nombre de repas gratuits d'autre part, a mis l'entreprise en péril. Il lui manque environ 10.000 F pour fonctionner. D'où l'appel à l'aide de "Lucifer".

Signalons-lui tout de même que pour nous, internationalistes, il y a une différence entre défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — ce que nous faisons — et défendre le nationalisme — ce que nous ne faisons pas. L'entreprise de "U Sampieru Corsu" ne nous en paraît pas moins éminemment sympathique et nous transmettons volontiers son appel à l'aide à nos lecteurs : mandats à adresser à la rôtisserie, à l'ordre de Claude Lavezzi, et repas sur place.

Et on Satan à ce qu'ils payent... autant que Lucifer se peut.

DE DIX A DOUZE

L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL REJOIGNENT LA CEE

50 MILLIONS DE CONSOMMATEURS DE PLUS POUR LES TRUSTS

Cette fois ça y est ! Après plus de huit ans d'atermoiements , de ruptures et de raccommodages, l'Espagne et le Portugal viennent d'entrer dans le Marché commun par la grande porte.

Il y aura donc deux drapeaux de plus pour orner les édifices communautaires. Quelques centaines de places de fonctionnaires européens en plus (à en croire *Libération,* ça se bouscule au portillon !). Et douze ministres au lieu de dix pour se chamailler autour du tapis vert à chaque réunion de la CEE. C'est ce qu'ils appellent un *"pas de plus vers l'unité de l'Europe"*...

(AFP)

L'Europe des douze : Pas de quoi en faire une cène !

Les premiers à voir la différence - ou plutôt à la payer - ce sont les consommateurs espagnols qui, le 1er janvier, ont inauguré l'IVA, la version locale de la TVA, jusque-là inconnue. Déjà, tous les journaux espagnols ont sauté sur ce prétexte pour majorer leurs tarifs de 20 %. Et d'ici à ce que les autres prix suivent...

Autant dire que la note de l'adhésion a toutes les chances d'être salée pour les consommateurs espagnols et portugais.

Mais, en contrepartie ? Eh bien, là, les choses sont beaucoup moins claires.

Les viticulteurs espagnols, par exemple, vont se retrouver, comme auparavant, en concurrence avec leurs homologues français et italiens. En principe, la différence c'est qu'ils devraient pouvoir écouler librement leur production dans les pays du Marché commun. Mais ça, c'est la théorie. La réalité, c'est qu'ils devront se contenter comme tout le monde de quotas - plus ou moins respectés - à l'exportation et... résister sur leur propre marché à la concurrence des autres pays de la CEE.

Même chose dans l'huile d'olive, dont l'Espagne est un des gros producteurs mondiaux, mais dont l'Italie est le principal concurrent.

Les pêcheurs espagnols, pour leur part, ont déjà eu un avant-goût des douceurs communautaires. C'est en effet au nom du respect des accords passés avec le gouvernement français, dans le cadre des négociations préparatoires, qu'ils ont eu affaire à plusieurs reprises aux démonstrations unitaires et explosives de la Marine nationale française !

Quant au Portugal, sa seule industrie susceptible d'après les experts d'être compétitive sur le marché européen, l'industrie textile, ne bénéficiera de la levée des barrières douanières qu'en... 1989.

On est bien loin des phrases ronflantes sur l'unité économique de l'Europe ! Mais il ne faut pas s'en étonner.

D'un côté, bien sûr, toute économie moderne a besoin d'un vaste marché pour écouler sa production, et d'un marché qui soit au maximum débarrassé de contraintes administratives ou douanières. C'est ce marché que les bourgeoisies européennes ont tenté de créer en mettant sur pied le Marché commun.

Mais d'un autre côté ces bourgeoisies se refusent à abandonner ce qui constitue le principal obstacle au développement d'un vrai marché européen : l'existence des frontières et des Etats nationaux, avec leurs propres monnaies, leurs armées et leurs... garde-côtes. Chacune de ces bourgeoisies reste frileusement cramponnée à ses prérogatives, à l'abri de son propre appareil d'Etat national. Un appareil qui lui est dévoué à elle, dont elle tire souvent une partie importante de ses profits, grâce aux subsides et aux commandes qu'elle en obtient. Un appareil qui lui sert aussi d'ultime rempart contre la concurrence des bourgeoisies rivales lorsque, les méthodes de la guerre économique ne suffisant plus, elle fait le choix de recourir à la guerre tout court.

Ce sont ces exigences contradictoires qui rendent impossible l'unification économique de l'Europe, qui font qu'à dix comme à douze le Marché commun ne sera jamais autre chose qu'une forme bâtarde d'union douanière régie par tout un maquis de réglementations dont le but est avant tout de surveiller le voisin et de s'en protéger.

Mais, à défaut de créer le cadre d'un développement économique rationnel en Europe, à défaut de profiter aux populations, le Marché commun a quand même ses bénéficiaires, les trusts, parce qu'ils sont assez puissants pour influencer les gouvernements et leurs décisions, et pour être à même d'en tirer parti.

Alors, s'il y a une chose dont on peut être sûr, c'est que depuis le 1er janvier 1986 les trusts européens ont renforcé leur contrôle sur les 50 millions de consommateurs que comptent l'Espagne et le Portugal.

François ROULEAU

LA GUERRE DES BOUCHONS

France, ton champagne fout le camp ! A nos gosiers assoiffés, le mousseux espagnol, le "cava", plaît autant que le mousseux français. Rapport qualité prix, il paraît même que le cava fait plus fort. Et aujourd'hui, l'Espagne est devenue le premier producteur mondial de mousseux, avec 110 millions de bouteilles.

Bref, du côté de la Champagne, la coupe est pleine. Et puisque l'Espagne est désormais soumise aux règlements communautaires, les producteurs français ont obtenu qu'à partir de 1994 les producteurs espagnols ne puissent plus inscrire sur leurs bouteilles le label "méthode champenoise".

D'un côté c'est l'Europe, et de l'autre... la Champagne, que diable !

A.S.

LA FOIRE DES LOISIRS AU MILIEU DE LA MISÈRE

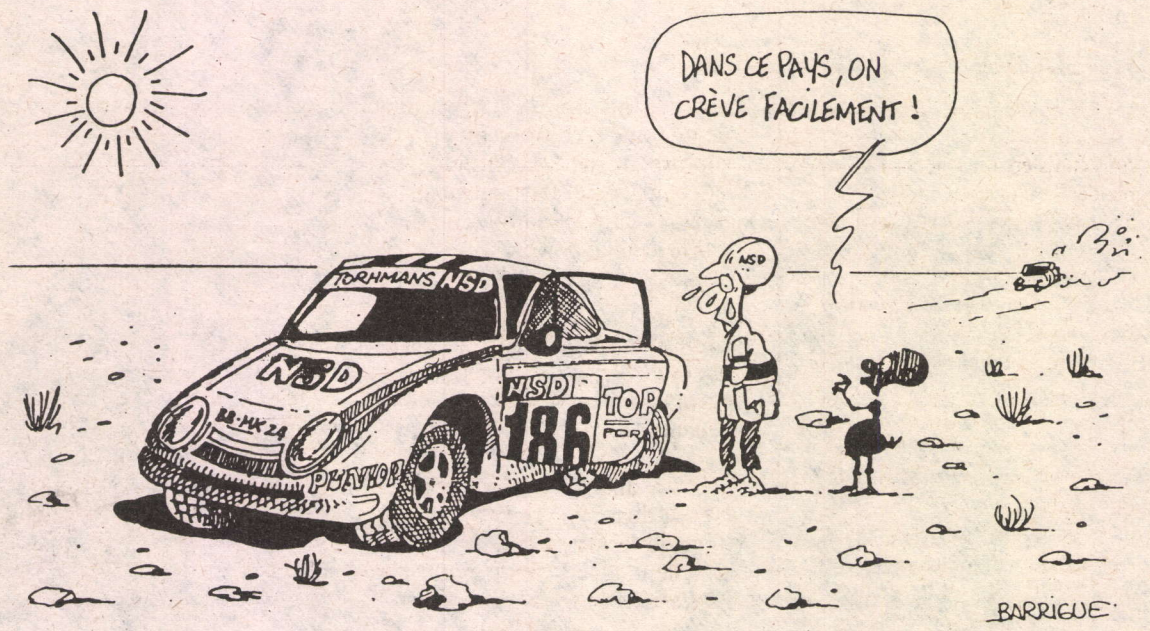
Les concurrents du Paris-Dakar sont à nouveau partis. Pour la huitième fois. Trois cent mille personnes assistaient, paraît-il, au départ à l'aube du 1er janvier, à Versailles. La liesse ! Le Paris-Dakar serait devenu le Tour de France de notre époque mais à une autre échelle. Plus vaste. Plus démente et provocante surtout. Et il y a déjà un mort, un motocycliste japonais, sur la route, avant l'arrivée à Sète.

Eh non, on n'arrête pas le progrès ; on n'arrête pas les exploits, ou les pseudo-exploits. Le Paris-Dakar, c'est la foire des moteurs ; la foire de la bouffe — déshydratée ou non - transportée à distance : la foire des loisirs fabriqués et mécanisés. La foire de la civilisation occidentale dans ce qu'elle a de plus superficiel, à travers une Afrique qui marche à pied, qui crève de faim et ne connaît des "loisirs", elle, que l'oisiveté forcée à laquelle condamne le chômage endémique.

C'est pourtant reparti. Plus populaire que jamais, nous dit-on. Mais la publicité est là, la télévision est là pour obliger le monde à être au courant, si ce n'est à s'intéresser aux Jacky Ickx et autres Claude Brasseur. Ce qui n'empêche pas ce Paris-Dakar d'être toujours plus choquant et plus dérisoire, à la fois.

Les organisateurs se sont sentis obligés de faire un geste, envers les déshérités d'Afrique, comme par exemple de distribuer des plaquettes vitaminées ; mais c'était tellement dérisoire que le ministre de l'Intérieur du Mali avait rétorqué à Thierry Sabine, l'organisateur : *"Ne nous faites pas l'aumône"*. Cette année a été créée une association *"Paris-Dakar, pari du cœur"*, dont le financement a été assuré par 90 villes de France, et qui devrait apporter, en 1986, 90 pompes d'irrigation dans les pays traversés, plutôt un alibi vis-à-vis d'une partie de l'opinion africaine et internationale.

Car si les organisateurs de Paris-Dakar se flattent de l'engouement des populations africaines à voir passer les bolides, si certains affirment que certaines retombées économiques sont favorables dans les villes-étapes (encore que les 60 à 70 tonnes de restauration soient entièrement importées), il existe des associations (150 environ) regroupées cette année dans le *collectif Pa'Dak* et qui publient d'autres témoignages :



"La dernière fois que le rallye Paris-Dakar est passé, toute l'essence de la région a été réquisitionnée. Pendant trois semaines nous ne pouvions plus nous déplacer." (Mali)

— *"Lorsque le rallye est venu, il a gravement endommagé le pont, au pied de la falaise de Bandiagara. Depuis, les camions qui ravitaillent la région ne peuvent plus l'utiliser. Ils sont obligés de faire un détour de plusieurs heures. Les travaux de réparation du pont vont coûter 620 000 F.F."* (Mali).

— *"Lors du passage du rallye Paris-Dakar à Gao, les 12 et 13 janvier 1985, les dizaines de voitures et de poids lourds ont endommagé encore plus les pistes sableuses déjà fragiles sans qu'aucune compensation n'ait permis réparation.* (Ceci) *au moment où l'aide alimentaire commençait à être acheminée par la route dans la région. Ce qui a rendu encore plus difficile les opérations de distribution."* (Mali)

Ce que le Collectif Pa'Dak formule ainsi : *"Les aides humanitaires, distribuées à grand renfort de publicité en marge de la course, ne compensent pas les graves conséquences matérielles, humaines et culturelles liées au rallye"*.

Il est vrai que les problèmes dramatiques des pays africains traversés par le rallye ne sont pas une obsession pour les organisateurs c'est le moins que l'on puisse dire.

Guy LABRAUD

☐ Budget

Budget de la seule firme Toyota pour le rallye 1986 : autour de 10 millions de francs pour quatre équipages en course. (La course compte 527 engagés dont les budgets sont souvent très loin d'être comparables il est vrai).

Budget annuel en matière de santé (chiffres de l'année 1980) :
— Mali : 34,5 millions de francs (5 F/habitant)
— Niger : 57 millions de francs (10 F/habitant).
— Mauritanie : 24 millions de francs (15 F/habitant).
(Chiffres du Collectif Pa'Dak)

☐ Pistes abandonnées ?

Les organisateurs prétendent qu'ils n'endommagent pas les pistes puisque, recherchant les difficultés, ils utilisent des pistes abandonnées.

Réponse de Pa'Dak : *"Non, le rallye utilise sur une bonne partie du parcours des pistes traversant des zones aussi peuplées que le Massif central en France."* Le Sahel, ce n'est pas un désert. D'ailleurs tous les pilotes le constatent : *"Je croyais qu'il n'y avait personne. Au bout de cinq minutes, il y avait une myriade de gosses pour me voir réparer"*.

☐ Sur l'essence utilisée

Les organisateurs affirment qu'ils ne sont pas responsables de la pénurie d'essence puisqu'ils apportent tout ce qu'il leur faut.

Réponse de Pa'Dak : *"Les véhicules de course ont des réserves certes, mais les véhicules d'assistance s'approvisionnent en passant dans les villes-étapes : tous les témoignages confirment la pénurie après le passage du rallye, depuis huit ans qu'il existe."*

☐ En terrain conquis

Le pilote René Metge, qui suivait une Range Rover qui tua une Africaine en 1984 et blessa grièvement son enfant :

"C'est dangereux, les gens ne sont pas habitués à nous voir arriver si vite. A un moment, j'ai vu une dizaine d'enfants traverser la piste juste devant moi. On roule à 160 km/h entre deux rangées d'herbe..."

Et, pourrait-on rajouter, il n'y a pas, comme en Europe, barrières de sécurité et forces de gendarmerie pour baliser le parcours... Résultat : parmi les spectateurs, 1 mort en 1982, 1 en 1984 et 1 en 1985, sans compter des dizaines de blessés. Et encore peut-on s'étonner que le bilan ne soit pas plus lourd.

☐ L'argent n'a pas de couleur

Un des principaux sponsors de la course, dont le nom s'étale sur le pare-brise de nombreuses voitures est la marque de cigarettes Rothman's.

Une firme sud-africaine pas gênée du tout, bien sûr, de se faire sa pub sur fond d'Afrique noire.

AFRIQUE DU SUD

WINNIE MANDELA : LA POLICE L'ARRÊTE, LA JUSTICE LA LIBÈRE

La police d'Afrique du Sud ne peut se résoudre à laisser vivre Winnie Mandela, la femme de Nelson Mandela, chez elle, à Soweto, l'immense ville noire proche de Johannesburg.

En 1977, Winnie Mandela était bannie et astreinte à résider dans le ghetto noir de la petite ville blanche de Brandford, à 300 kilomètres de Johannesburg. Mais en août dernier sa maison et le dispensaire qu'elle avait créé étaient brûlés dans un incendie terroriste mystérieux. Winnie ne se laissa pas intimider et décida, dans ces conditions de retourner chez elle.

Samedi 21 décembre la police chassa Winnie Mandela de sa maison de Soweto *manu militari*. Comme elle résistait, elle fut blessée à la cheville. Le lendemain matin elle était de retour. La police l'arrêta, l'expédia dans un commissariat à trente kilomètres de là. Mais finalement la justice, la Cour suprême de Johannesburg ordonna sa libération, en attendant un procès.

Winnie alla rendre ensuite visite à Nelson Mandela à sa prison, au Cap. A son retour, dès que sa voiture pénétra dans la zone de Johannesburg qui lui est interdite, elle fut contrainte de s'arrêter, par la police, et Winnie fut reconduite au même commissariat que quelques jours plus tôt.

Cette affaire est symbolique : Winnie Mandela est chez elle à Soweto, dans son pays, dans sa ville. Ceux qui veulent l'en chasser sont des étrangers, sinon dans le pays, du moins dans les zones noires. Même l'Apartheid, la doctrine officielle du régime est foulée aux pieds par ceux qui sont censés la défendre : il n'y a pas de "développement séparé" des Noirs et des Blancs, il y a des Blancs qui font la loi partout, qui mitraillent les manifestants des "townships" tout comme ils empêchent une dirigeante noire de résider chez elle.

Mais cette affaire est également symbolique à un autre titre. Les autorités, pourtant supérieurement armées et équipées, qui multiplient les assassinats, les arrestations, les tortures, sont incapables de venir à bout de Winnie Mandela.

A.V.

ARGENTINE

VERDICT AU PROCÈS DES GÉNÉRAUX
L'ARMÉE RESTE INTACTE

(AFP)

Galtieri, à gauche, Anaya au centre et Lami Dozo à droite ont été acquittés. Pour les mères de la Place de Mai, manifestant ici en mars 1985, ce fut la colère.

C'est le 9 décembre dernier que le tribunal de la Chambre fédérale de Buenos Aires rendait son verdict concernant les neuf commandants des trois juntes qui se sont succédé au pouvoir de 1976 à 1982 et qui étaient jugés pour leur responsabilité aux atteintes portées contre les droits de l'homme. Sous ce terme, il faut mettre les 30.000 "disparus", les viols, les tortures, les pillages, les rapts d'enfants qui ont jalonné les six années de la dictature.

Le procureur Strassera, au vu de toutes les preuves accumulées et des témoignages entendus, requérait la culpabilité et une peine pour tous.

Le verdict tant attendu fut retransmis par radio et par télévision, et écouté sur les lieux de travail et même dans les rues, où des groupes se formaient autour de voitures équipées de radio : Videla, réclusion à perpétuité; Massera, prison à perpétuité; Viola, 17 ans de prison; Lambruschini, 8 ans; Agosti, 4 ans. Tous les cinq sont démis de leurs fonctions. Quant aux quatre autres, Graffigna, Anaya, Galtieri, Lami-Dozo : acquittés, malgré les délits qui leur sont imputés !

Pour tous ceux qui, naïvement, croyaient en la démocratie retrouvée et qui pensaient que seraient jugés et punis les responsables des tortures et assassinats, c'était quand même l'écœurement : deux peines à perpétuité, c'est bien peu; quatre acquittements, c'est trop. Pour les militants, sympathisants de l'ensemble des organisations de défense des droits de l'homme, les Mères de la Place de Mai, les familles des disparus, c'était la colère. Des manifestations se formèrent ce lundi 9 décembre au soir, regroupant quelques milliers de personnes, pour exiger le *"jugement et le châtiment de tous les coupables"* et dénoncer le verdict.

UN PROCÈS QUI NE DEVAIT PAS S'EN PRENDRE À L'ARMÉE

Tout avait commencé en 1983. Deux mois après son élection, en octobre 1983, Alfonsin avait annoncé qu'aurait lieu le procès des ex-commandants en chef. Ce n'était pas le souci de la justice qui avait motivé la décision du gouvernement, ni son horreur pour ceux qui avaient dirigé la torture et les assassinats pendant toutes ces années de dictature en Argentine. C'était un geste politique destiné à calmer les esprits et limiter les dégâts.

En effet en juillet 1982, la junte militaire de Galtieri, qui s'était lancée dans l'aventure de la guerre des Malouines dans l'espoir de donner un sursis à la dictature, n'avait évidemment pas résisté à la défaite. La haine accumulée s'est alors exprimée au grand jour. Le dégoût pour cette armée, qui venait de montrer publiquement non seulement son incapacité mais surtout sa veulerie et sa corruption, fut la goutte qui fit déborder le vase. Qui n'avait pas vu à la télévision Astiz se rendre sans combat à un commandant anglais, ou entendu les jeunes appelés raconter comment, abandonnés de leurs supérieurs, ils crevaient de faim et de froid ? Les fonds des collectes faites parmi la population avaient été remplir les poches de la clique au pouvoir.

Du coup, le nombre des manifestations hostiles aux militaires augmentèrent de jour en jour. Pour les classes dirigeantes, il devint urgent que la dictature, isolée et usée, laisse la place avant que la situation devienne de plus en plus explosive. L'armée s'effaça donc, pour que les civils reprennent la relève, et des élections à tous les niveaux furent organisées en octobre 1983. Mais la haine contre les militaires était telle qu'Alfonsin, une fois élu, dut tenir compte de la volonté de milliers de gens qui se battaient pour que la vérité soit faite sur les exactions de ceux qui avaient pillé, violé, torturé, assassiné ou fait "disparaître" des milliers de personnes.

Le gouvernement organisa donc un procès pour juger la direction militaire, c'est-à-dire les neuf commandants en chef. Ce n'était pourtant pas les seuls mis en cause dans la répression. Les organisations des droits de l'homme, les Mères de la Place de Mai, les familles des disparus avaient déjà commencé, sous la dictature même, à enquêter et connaissaient le nom de plusieurs tortionnaires et assassins. Ils ne furent pas mis en cause : aucune commission parlementaire n'enquêta sur leurs crimes. Très vite, il fut décidé que ce serait la justice militaire, et non la justice civile, qui interviendrait dans leur cas. Pendant tout ce temps, on laissa bien sûr leurs grades, leurs soldes, des troupes sous leurs ordres. Ils furent censés n'avoir agi que par "obéissance". Et les tribunaux militaires, chargés d'estimer s'ils avaient été au-delà de ce que le "devoir d'obéissance" leur imposait, n'en ont pour l'instant condamné aucun. Alfonsin faisait emprisonner et traduire devant les tribunaux civils neuf commandants en chef, mais il mettait déjà toutes les limites au procès. Pas question de faire le procès de l'armée, de la toucher en quoi que ce soit.

Le procès s'ouvrit 18 mois après, le 22 avril 1985. Toutes les audiences furent rendues publiques. Lors de celles-ci, des témoins racontèrent comment ils avaient été enlevés puis emmenés dans des lieux de détention clandestins, où la torture était de règle. La ESMA (L'Ecole mécanique de la marine), le "Vesubio" et d'autres centres furent décrits, nommés. Il apparut ainsi publiquement que chaque corps d'armée avait dans ses écoles, ses garnisons, de tels centres de détention. Récits de pillage, de rapts d'enfants, de viols, de tortures, d'assassinats. Ces témoins mentionnent d'autres détenus qu'ils ont aperçus ou reconnus et qui avaient "disparu". Les corps de certains d'entre eux avaient été retrouvés, souvent horriblement mutilés, mais la plupart ne réapparurent plus. Ils faisaient partie des milliers de "desaparecidos", arrêtés un soir et puis disparus à jamais, sans qu'on en retrouve trace ni dans les registres des prisons, ni dans les cimetières.

DES TORTIONNAIRES TOUJOURS EN POSTE

Un millier de témoins devaient être ainsi entendus, victimes ou tortionnaires. Au fur et à mesure que le procès avançait, le portrait, l'identification des tortionnaires et des assassins se précisaient. Un témoin qui passa par "Vesubio" racontait comment elle avait été violée par le chef du centre, le colonel Duran Saenz, comment celui-ci avait obligé une autre détenue à vivre avec lui. Ce sinistre personnage est actuellement attaché militaire à l'ambassade du Mexique. On parle de "l'Ange blond" qui opérait à l'ESMA, et tout le monde sous ce vocable reconnaît Astiz. Et parmi les noms les plus cités, nous trouvons Minicucci, Mallea Gil, tous les deux promus depuis généraux; Milton Preti, promu commissaire; ou Tarella, qui travaille actuellement à la direction de l'Oeuvre sociale de la police de Buenos Aires. Le procès met publiquement en cause 1.800 militaires, policiers ou civils appartenant à des groupes paramilitaires. Bref, une bonne partie de ceux qui, aujourd'hui, non seulement circulent en toute liberté, mais ont des postes de commandement dans l'armée ou la police.

QUAND L'ARMÉE SE JUSTIFIE...

L'armée avait accepté, contrainte par les circonstances, de

retirer en ordre dans ses casernes après la guerre des Malouines. Mais elle n'était pas prête pour autant à tolérer que des comptes lui soient demandés, ni qu'on lui porte atteinte. Elle ne resta pas sans réagir au procès des ex-commandants. Au milieu du procès, elle rendit public un document faisant le point sur les organisations comme l'ERP (Armée Révolutionnaire du Peuple) ou les Montoneros (les péronistes révolutionnaires) par exemple, qui toutes deux menaient la guérilla avant la dictature. Et elle développa la thèse que celles-ci mettaient en danger la sécurité de l'Etat. L'armée aurait donc eu la tâche de protéger la société du chaos et se serait donc trouvée dans une situation de guerre, la "guerre sale" dit-elle, mais une guerre quand même.

Elle entendit ainsi justifier les milliers de tués, militants syndicaux, hommes et femmes de gauche pour la plupart, sans compter les dizaines d'enfants disparus...

Dans le même temps, elle a multiplié les cérémonies de décoration posthume aux *"victimes de la lutte contre la subversion"*.

...AVEC LA BÉNÉDICTION D'ALFONSIN

De son côté, Alfonsin multiplia les gestes envers l'armée. En visite au Mexique, en juillet, il rejeta une pétition réclamant le remplacement de l'attaché militaire à l'ambassade, Duran Saenz, et défendit celui-ci en expliquant qu'il ne pouvait pas être considéré coupable tant qu'il ne serait pas jugé (mais y aura-t-il un jugement ?).

Un mois plus tard, il remettait leurs insignes à deux cents officiers supérieurs fraîchement promus. Pour l'occasion, l'un d'entre eux, le général Antonio Fichera, fut absent du tribunal où il était le même jour cité à comparaître pour s'expliquer sur les nombreuses preuves accumulées contre lui, établissant qu'il était le responsable d'un centre de détention clandestin de disparus, le "Sheraton". Lorsqu'Alfonsin avait remis auparavant la liste des officiers à promouvoir au Parlement, les organisations des droits de l'homme avaient présenté des documents qui démontraient que beaucoup d'entre eux étaient compromis dans la répression. Pour trois d'entre eux d'ailleurs certains sénateurs radicaux protestèrent. Mais finalement sur l'insistance du gouvernement la promotion fut votée à l'unanimité. Parmi les promus, on peut signaler le lieutenant colonel Durand et le capitaine de navire Pertusio, accusés de crimes répressifs (ce dernier fut le sous-directeur de la tristement célèbre Ecole de mécanique de la marine) ou encore le colonel d'Alessandri, impliqué dans des délits économiques pendant la guerre des Malouines.

METTRE UN POINT FINAL

Parallèlement, les déclarations sur la nécessité de *"parvenir à la réconciliation nationale"* se multiplièrent, surtout après les élections du 3 novembre. Moreau, député radical, déclara qu'une fois les ex-commandants jugés il fallait mettre "un point final" aux enquêtes sur la répression commise dans le passé. Ses mots furent repris par des ministres et, bien sûr, par les chefs d'état-major des armées de terre et de l'air.

Dans le même temps, on annonça une restructuration des cadres de l'armée de terre qui donnerait plus de responsabilités à un certain nombre d'officiers impliqués dans le procès, comme les généraux Malagamba, d'Alessandri et Fichera.

L'armée en Argentine aujourd'hui est la même, à ces neuf ex-commandants près, que celle qui, quelques années en arrière, a organisé la répression, torturant et assassinant plusieurs milliers de gens. Le gouvernement d'Alfonsin s'est montré responsable vis-à-vis de sa bourgeoisie et de l'impérialisme qui, s'ils ont aujourd'hui passé la main à un gouvernement dit démocratique, ne peuvent accepter de voir touchée un tant soit peu l'armée. Car c'est elle, finalement, qui en dernier recours est le rempart de l'ordre établi, celui de la bourgeoisie et de son système capitaliste. En Argentine, elle l'a maintes fois montré dans le passé (ne dit-on pas couramment : deux ans de démocratie pour dix ans de dictature). En Argentine, comme ailleurs, l'armée est prête à intervenir contre la classe ouvrière et tous les exploités...

Le tribunal a donc jugé les commandants. Et il ne l'a fait que pour les homicides pour lesquels les corps des victimes ont été retrouvés. C'est-à-dire une infime partie des disparus.

Maintenant, le gouvernement s'apprête à promulguer un projet de loi d'amnistie, qu'il présentera sous un autre nom. A noter qu'il y a encore aujourd'hui quatorze prisonniers politiques arrêtés au temps de la dictature (dont Firmenich, dirigeant du péronisme révolutionnaire, les Montoneros) qui attendent d'être jugés. Le gouvernement, qui n'a pas encore statué sur leur sort, envisagera sans doute de les libérer, pour mieux faire passer le "point final" parmi l'opinion publique.

Hélène CRISTIN

AU PÉROU, ALAN GARCIA NATIONALISE UNE DES TROIS SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES U.S.

UNE MESURE TIMORÉE

(AFP)

Alan Garcia, en juillet 1985, lors de son investiture.

Le président du Pérou, Alan Garcia, a annoncé que désormais l'Etat prenait le contrôle d'une des trois compagnies pétrolières étrangères installées au Pérou, la Belco Petroleum. Tous les gisements et les installations de la Belco passeront aux mains de la compagnie d'Etat péruvienne, la Petroperu. Les avoirs de la Belco sont gelés au Pérou, et les délais et conditions d'indemnisation seront fixés par une commission mixte de trois représentants de la Belco et trois de la Petroperu.

Depuis son arrivée au pouvoir, le 28 juillet dernier, Alan Garcia tient à marquer son indépendance vis-à-vis des USA, dans la tradition de son parti, l'APRA (Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine), une organisation née dans les années 1930 et au programme tout empreint de démagogie populiste et nationaliste. Dès juillet, il annonçait que le Pérou ne consacrerait pas plus de 10 % de la valeur de ses exportations au service de la dette extérieure, afin *"de ne pas accroître la misère de la majorité des Péruviens pour faire plaisir au FMI"*. Une mesure qui en elle-même ne changeait pas grand-chose car, comme le disaient des banquiers new-yorkais cités par le journal *Le Monde*, *"10 %, c'est mieux que rien ; c'est en tout cas davantage que ne donnait le précédent gouvernement de Belaunde, qui ne payait plus du tout"*. Mais le fait de proclamer ouvertement qu'il ne rembourserait que 10 % valut à Garcia l'hostilité immédiate des USA.

C'est dans le même état d'esprit que le gouvernement Garcia s'engageait dans la renégociation des contrats avec les trois firmes américaines exploitant le pétrole péruvien, Oxy, Belco et Bridas, qui produisent respectivement 84.000, 27.000 et 12.000 barils par jour, sur les 180.000 extraits en tout au Pérou. Sous le gouvernement précédent, ces compagnies avaient obtenu des conditions extrêmement favorables. Un accord de 1982 leur accordait une réduction du taux d'imposition de leurs bénéfices de 68 à 41 %. De plus, elles réduisaient de plus en plus leur production et se refusaient systématiquement à investir dans de nouvelles prospections. Le Pérou avait ainsi vu ses réserves passer de 800 millions de barils en 1980 à 600 millions aujourd'hui, et risquait même de devoir un jour importer son pétrole. Ce sont les termes de cet échange inégal, qui s'apparentait de plus en plus au pillage pur et simple, que le président Garcia a voulu rééquilibrer quelque peu. Et après 120 jours de négociations il a fini par lancer un ultimatum aux trois groupes pétroliers. Deux se sont pliés et ont accepté de revenir au régime fiscal antérieur, de payer leur arriéré d'impôts (300 millions de dollars pour l'Oxy) et d'investir au Pérou dans de nouveaux gisements (250 millions de dollars prévus, également pour l'Oxy). La troisième, la Belco, n'a pas voulu accepter et est donc passée sous contrôle de l'Etat péruvien.

Il s'agit d'une mesure qui concerne une faible partie du pétrole péruvien (27.000 barils/jour, sur 180.000). Elle est loin d'avoir l'ampleur des nationalisations à 100 % de leurs exploitations pétrolières décidées dans les années 1970 par l'Algérie, la Libye, l'Irak, le Koweit ou le Venezuela. Ni à plus forte raison de la première en date de ces nationalisations pétrolières, celle des pétroles mexicains effectuée en 1938 par le président Cardenas, et que Trotsky saluait à l'époque comme une *"mesure d'auto-défense"*. De plus, rien n'est encore dit sur l'indemnisation de la Belco ; mais il semble certain qu'indemnisation il y aura, et que les travailleurs péruviens auront donc à payer pour ce rachat.

Daniel MESCLA

COLOMBIE

UNE "DÉMOCRATIE" MUSCLÉE

900 prisonniers se sont mutinés dans la prison de Bogota, après avoir demandé en vain le remplacement du directeur. Ils sont montés sur les toits, ont bombardé les gardiens de pierres et autres projectiles et ont mis le feu à des bâtiments. 10 heures d'affrontements avec la police. Un prisonnier tué et vingt autres blessés. Des guérilleros du Mouvement du 19 avril (M-19) ont participé à cette révolte.

La Colombie est dirigée par un "démocrate", Betancur, "l'ami" de Mitterrand, selon celui-ci. Mais le pays n'a rien d'une "démocratie", pour les pauvres. Comme le prouvent des mutineries dans ses prisons. Comme le prouvent les "manières fortes" de l'armée, en particulier la récente prise d'assaut du Palais de Justice de Bogota où des guérilleros du M-19 s'étaient réfugiés avec des otages.

BILAN 85

UNE BONNE ANNÉE POUR LES CAPITALISTES

Les agents de change et autres habitués des couloirs des Bourses de valeurs ont pu doublement sabler le champagne au soir du réveillon. L'année 1985 a été bonne dans la plupart des "places financières". En douze mois, la valeur moyenne des actions a grimpé de 26% à la Bourse de New York, de 17% à la Bourse de Tokyo, de 21% à la Bourse de Londres, de près de 75% à la Bourse de Francfort, de plus de 100% à la Bourse de Milan, et de 46,5% à celle de Paris.

Que la montée de la Bourse traduise le fait qu'un certain nombre de capitalistes "font" de l'argent, c'est sûr. Ce que les spécialistes nomment la "capitalisation boursière", c'est-à-dire la valeur totale de toutes les actions côtées à la Bourse de Paris, est passé en douze mois d'environ 400 milliards de francs à 600 milliards.

Quelqu'un qui a acheté des actions début janvier 1985 et les revend aujourd'hui réalise, si ces actions se placent dans la moyenne de la hausse, un gain de 50%. On comprend pourquoi les possesseurs de capitaux se précipitent sur la Bourse. En particulier, c'est le cas d'un certain nombre d'investisseurs américains, sociétés financières, compagnies d'assurance, qui ont rapatrié leurs capitaux sur l'Europe. Ces mouvements de capitaux, relativement importants à l'échelle de l'Europe, expliquent que Francfort, Paris ou Milan aient grimpé plus que Wall Street ou Tokyo.

Mais cela ne veut pas dire pour autant que des capitaux s'investissement vraiment dans la production et qu'il faudrait s'attendre à une réelle reprise économique. Les mêmes petits bouts de papier se revendent aujourd'hui, en moyenne, 45% plus cher qu'il y a un an. Mais ces bouts de papier n'ont pas changé!

Bien sûr, une action, cela donne en principe une part de propriété dans le capital de telle ou telle société. Quand on achète une action Michelin 135% plus cher qu'il y a un an, ou une action Peugeot 103% plus cher, cela veut dire que les bénéfices distribués par ces sociétés sont en hausse, et que l'on s'attend à ce que ça continue.

Et en effet, il s'agit de sociétés dont les bénéfices montent. Mais ils montent, en grande partie, parce qu'on a réduit les salaires ou le nombre d'ouvriers et qu'on fait plus de profit avec la même production, pas parce que la production se développe. Le produit national brut de la France a augmenté, selon les estimations, de 2% en 1985, soit 100 milliards de francs. Si la capitalisation boursière a pu augmenter de 200 milliards, c'est bien parce que le revenu de la population, des travailleurs, par le chômage et la

baisse des salaires, a diminué et permis des profits supplémentaires.

Et puis, bien sûr, il y a dans ces hausses un aspect spéculatif. Les actions montent parce que l'on s'attend à ce que les profits augmentent.

L'action Michelin augmente parce que l'on s'attend à ce que Michelin fasse des bénéfices; on anticipe, en quelque sorte, le profit Michelin. Mais dans l'immédiat, ce sont les sociétés spécialisées dans la vente et le rachat d'actions qui font, grâce à ces hausses, des profits bien réels, qui attirent d'autant plus les capitaux vers les investissements financiers en tout genre. La hausse nourrit la hausse parce qu'on anticipe le profit de Michelin ou d'un autre; alors que peut-être Michelin ne réussira pas à continuer à faire du profit, et qu'en tout cas si la vente de voitures ne se développe pas — sans parler du cas où elle s'écroulerait — la montée des bénéfices de Michelin trouvera évidemment une limite.

Mais, tant que le mouvement dure, il y a "de l'argent à faire"... tant que la crainte d'un retournement de tendance n'amène pas les possesseurs d'actions au mouvement inverse, qui peut dégénérer en véritable panique.

En attendant, la hausse des Bourses, ce n'est pas la reprise économique. C'est la preuve qu'ont peut faire plus d'argent en vendant et en revendant des bouts de papier qu'en investissant dans la production; que les capitalistes ont plus d'argent à se distribuer parce que les travailleurs en ont moins.

André FRYS

LE MYTHE DU "PETIT PORTEUR"

FEUILLE DE VIGNE DU GROS CAPITAL

La télévision et la presse présentent l'envolée des cours des actions comme une aubaine pour "l'épargnant". A en croire ces commentateurs, les bénéfices boursiers profiteraient au bon peuple, qui a su mettre des sous de côté. Le mythe n'est pas nouveau. Quand la République des soviets refusa de rembourser les emprunts russes contractés par le régime tsariste auprès des financiers anglais, français et belges, les gros rentiers se mirent à hurler au nom de la défense des intérêts du petit porteur. De même, lors de la confiscation du canal de Suez par Nasser en 1956. Et à nouveau, lors des nationalisations de 1981, c'est au nom d'une prétendue défense des intérêts du petit actionnaire que les réactionnaires du Conseil constitutionnel ont augmenté la note à payer par l'Etat. Et les "spécialistes" faussement naïfs du gouvernement socialiste "découvrirent" quelques mois plus tard, mais ne le crièrent pas sur les toits, évidemment, que les comptes étaient truqués et que les capitalistes y avaient regroupé toutes leurs affaires déficitaires (Le Nickel calédonien pour Rothschild, des spéculations immobilières malheureuses sur la Côte d'Azur et à Hong-Kong pour Jean-Marc Vernes, les pertes de Creusot-Loire pour la Banque de l'Union Européenne du groupe Schneider).

La Bourse française n'est évidemment pas le bas de laine du petit épargnant, et la Bourse de New York ne contribue guère à enrichir le chauffeur de taxi new-yorkais, figurant obligé de tous les reportages fabriqués sur la Bourse américaine.

La réalité est exactement inverse. Ce sont les très riches qui détiennent les plus gros portefeuilles d'actions. Si l'on exclut les banques et les compagnies d'assurances, dont une part non négligeable sont elles-mêmes possédées par des capitalistes privés, pour ne retenir que les individus possesseurs d'actions, environ la moitié de tous ces titres sont entre les mains de moins de 1% des porteurs.

Une étude portant sur les chiffres de 1981 montrait qu'à l'époque (et cela n'a pas pu beaucoup changer depuis) les gros portefeuilles dépassant un million de francs, soit 100 millions de centimes, représentaient 41 % du montant total des actions et des obligations détenues par des particuliers.

Quant aux capitalistes qui ont dépassé le stade de la spéculation artisanale pour celui de la spéculation en grand, ils ne sont pas compris dans ces statistiques. Les paquets d'actions qu'ils détiennent sont regroupés dans des sociétés spécialement destinées à cela, dénommées sociétés de portefeuille. Ces sociétés, qui n'ont d'autre objet que la prise de contrôle d'autres sociétés, sont elles-mêmes cotées en Bourse. Et ces SICAV du riche réalisent des gains autrement plus impressionnants que les SICAV de la Poste, de la BNP ou du Crédit Agricole, destinées au cadre moyen qui a 10.000 F à placer. Lesdites sociétés de portefeuille sont, avec les sociétés d'assurances, autres spécialistes de la spéculation bousière, celles qui ont vu le cours de leurs actions augmenter le plus en 1985.

Pierre VERNANT

CHAMPIONS DE LA HAUSSE

"SOCIÉTÉS DE PORTEFEUILLE"... ET PORTEFEUILLES DES "GRANDES FAMILLES"

Les records de hausse à la Bourse appartiennent au "compartiment des assurances", comme disent les habitués de la spéculation, qui a vu ses cours grimper en moyenne de 125% en douze mois, et de 266% en deux ans! Principaux gagnants : la Concorde, le groupe Victoire, l'UAP, La France-SA, le GAN, la Protectrice et les AGF.

Quant aux sociétés de portefeuille, les plus habiles ou les plus chanceuses ont enregistré des bonds de 100% à 235%. C'est le cas de Pechelbronn, OpfiParibas, Nord-Est, Alspi, Compagnie Française de Développement des Entreprises, Schneider et Marine Wendel.

Mais le plus instructif est encore le nom des bourgeois qui se cachent derrière. Schneider, ce sont les descendants de la famille du même nom, qui ont si bien retiré leurs billes de Creusot-Loire, avec la complicité de l'Etat, que le cours de l'action a été multiplié par deux et demi! Les ex-salariés de Creusot-Loire ont leur carte de chômeur, les actionnaires de Schneider, eux, ont aujourd'hui le contrôle de Merlin-Gérin, de Jeumont-Schneider (téléphone) et de Spie Batignolles (travaux publics).

Marine Wendel (dont le cours de l'action a été multiplié par presque trois en un an), qui contrôle la CGIP, ce sont les héritiers de Wendel. Les de Wendel ont ainsi multiplié leur fortune personnelle pratiquement par trois l'année dernière. Inutile de dire qu'ils n'ont plus aucun argent dans Sacilor. Ils sont maintenant dans l'informatique, dans la banque et dans diverses autres sociétés.

Nord-Est, ce sont les anciens capitalistes d'Usinor. Ils s'engraissent avec succès grâce aux mines de magnésie en Autriche, à l'emballage métallique, et encaissent des dividendes de Vallourec, redevenu rentable depuis que les pertes ont été concentrées à part dans une autre société, Valexy.

Evidemment, les sociétés de portefeuille sont surtout utiles pour les capitalistes qui étaient sur les "mauvais créneaux" industriels. Ceux-là avaient besoin de mettre les pertes d'un côté et les bénéfices de l'autre. Les capitalistes qui prospèrent dans le grand commerce ou le bâtiment et les travaux publics, eux, opèrent à visage découvert.

LOI SUR LA FLEXIBILITÉ

L'APPUI DE MAIRE À UN PROJET ANTI-OUVRIER ... ET LE COMBAT TARDIF DU PCF

On ne sait pas encore si le gouvernement renoncera à faire discuter par le Parlement le projet de loi sur la flexibilité en séance extraordinaire en janvier. La presse s'est fait l'écho des hésitations gouvernementales devant une discussion, qui, du fait de l'opposition du PCF et de l'utilisation par ses élus de toutes les procédures permettant de faire traîner la discussion, risque de prolonger pendant la campagne électorale le débat sans certitude d'aboutir. Ce qui fournirait alors au PCF une tribune pour dénoncer le projet anti-ouvrier du gouvernement, et le Parti Socialiste.

Edmond Maire et la CFDT, par une intervention précédente en faveur du projet, avaient déjà apporté un soutien au gouvernement, alors qu'il hésitait devant l'hostilité non seulement de la CGT mais aussi de FO. Edmond Maire avait encouragé une première fois le gouvernement à entamer la discussion devant l'Assemblée nationale. Aujourd'hui, il persiste. Il fait de nouveau entendre sa voix : *"Il est urgent que le projet de loi aboutisse et donc qu'il soit soumis le plus rapidement possible au Sénat puis à l'Assemblée nationale"*, a-t-il déclaré, accusant le PCF de *"jouer la politique du pire"* et le CNPF de céder *"au mirage de mars 1986"*.

Et avant même que la droite soit revenue au pouvoir, Edmond Maire joue la "cohabitation" en proposant à Poher, le président (de droite) du Sénat, une rencontre à ce sujet cependant que Kaspar (un secrétaire national de la CFDT) prend rendez-vous avec le giscardien et ex-ministre Pierre Fourcade. Ainsi la CFDT en appelle à la gauche comme à la droite pour faire passer ce projet de loi anti-ouvrier.

Ce n'est pas tant que la bourgeoisie ait véritablement un besoin pressant de ce projet ; les patrons, là où ils se sentent forts, n'ont pas attendu la loi pour instaurer la flexibilité dans les faits, et là où les travailleurs auront la volonté de ne pas se laisser faire, ils savent bien que, loi ou pas, il leur faudra y regarder à deux fois avant de tenter d'imposer des horaires plus défavorables à leurs salariés.

Mais les socialistes au gouvernement, appuyés par les dirigeants de la CFDT, veulent jouer les utilités en montrant qu'ils n'hésitent pas à piétiner les intérêts ouvriers et que briguer les suffrages des travailleurs ne les empêche pas de défendre les intérêts du patronat. Même si cela doit "faire mal" électoralement, c'est leur image de fidèles serviteurs, de bons gestionnaires qu'ils choisissent aujourd'hui de soigner auprès de la bourgeoisie.

Alors oui, face à ces gens-là, l'opposition du PCF et de la CGT, avec l'obstruction parlementaire des uns et les journées d'action des autres — par-delà même leur succès relativement modeste — font bonne figure auprès des travailleurs qui s'indignent de ce projet anti-ouvrier que la gauche gouvernementale veut faire avaliser avant de passer la main.

Oui, si le PCF et la CGT réunissaient à retarder — ne serait-ce que de quelques semaines — la loi sur la flexibilité, leurs dirigeants pourraient présenter la chose comme un succès et une preuve qu'il est possible de faire reculer un gouvernement de gauche qui fait une politique de droite.

Mais pourquoi avoir attendu pour cela la fin de la législature ? Pourquoi n'avoir pas appelé à agir contre le blocage des salaires, contre la réduction des indemnités de chômage, contre les amputations des revenus des retraités, contre l'augmentation des cotisations sociales à la charge des salariés ? Pourquoi avoir attendu que les travailleurs, de plus en plus écœurés et démoralisés par la politique du gouvernement de gauche, se mobilisent de plus en plus difficilement ? Parce qu'il y avait des ministres communistes ?

Aujourd'hui, à quelques semaines des élections, le PCF affiche une volonté de faire reculer le pouvoir socialiste et il est peut-être même en passe d'y réussir même si ce n'est que de façon très limitée, plus spectaculaire que réelle. De cette combativité surtout verbale et très tardive, il attend qu'elle l'aide à refaire le plein de ses voix. *"A députés vaillants rien d'impossible"*, titrait *l'Humanité* le 27 décembre, pour qui la nécessité du vote PCF ne doit plus faire de doute désormais. Et bien que cinq années de gouvernement de gauche aient amplement démontré que ce n'est pas en votant que la classe ouvrière peut défendre ses intérêts, le PCF vante toujours la vertu bienfaisante des urnes. Il nous dit qu'il est prêt, sur la base d'un meilleur rapport de force électoral, à reprendre du service et à gouverner à nouveau avec les socialistes, et même — pourquoi pas, dit-il — avec d'autres forces politiques.

Oui, le PCF est prêt à recommencer. C'est pourquoi les travailleurs ne doivent pas plus lui faire confiance qu'à son ex-compère socialiste. *"Si on te trompe une fois, c'est de la faute de celui qui t'a trompé. Mais si tu es trompé deux fois, c'est de ta faute"*. C'est Marchais qui le disait lui-même, dans un discours récent.

La formule vaut pour lui. Elle vaut pour Edmond Maire aussi. Même si l'un et l'autre n'ont pas trompé les mêmes, ni de la même façon.

Louis GUILBERT

TRAVAIL PRÉCAIRE

ÇA AUGMENTE ET SE STABILISE

La pratique de l'intérim, les vacataires dans la fonction publique, les contrats de chantier dans le bâtiment et les travaux publics, les contrats à durée déterminée dans l'industrie, ça ne date pas d'hier. Mais avec la crise, ces pratiques de travail à temps partiel se sont étendues. Et dans la dernière année, on assiste bel et bien à l'installation dans la précarité de l'emploi.

En 1985, selon une enquête de l'INSEE, si 3,8 % de l'ensemble des salariés occupaient un emploi précaire, 30 % des salariés ayant moins d'un an d'ancienneté étaient intérimaires, stagiaires ou sous contrat à durée déterminée. Et la proportion s'élève très vite, en ce qui concerne les moins de 25 ans (11 % pour les hommes, 12 % pour les femmes).

L'embauche "ferme" représente de moins en moins une garantie de stabilité d'emploi, le licenciement constitue toujours la première cause d'entrée au chômage. Trouver un travail signifie le plus souvent accepter un emploi précaire. A tel point que l'INSEE rapporte que 50 % des hommes et 65 % des femmes depuis plus d'un an au chômage se déclarent prêts à s'y résoudre.

Le temps partiel est plus généralement offert aux femmes. En mars 1985, 21,8 % des femmes occupaient un emploi à temps partiel contre 19,8 % en mars 1983. Le nombre total des emplois proposés, dans le secteur privé, aux femmes de 25 à 49 ans s'est ainsi réparti par moitié en temps complet et temps partiel. Et c'est chez les ouvrières, parmi lesquelles le temps partiel était plus rare, que la progression est la plus vive.

L'augmentation du nombre des contrats à durée déterminée a été de plus 23 %, entre mars 1984 et mars 1985. Ce sont les ouvriers, tant qualifiés que non qualifiés du secteur industriel, qui ont été amenés à prendre ce genre d'emploi. Ainsi, par rapport aux années précédentes, leur nombre parmi les contrats à durée déterminée est passé de 39 % à 45 %.

Quant aux stages rémunérés et autres gadgets pour faire tomber les chiffres des statistiques du chômage, 248000 en 1985 contre 140000 en 1982 y étaient contraints. En novembre 1985, 176 000 jeunes étaient employés à des TUC pour une durée d'un an, six mois, ou trois mois !

MATRA-HARRIS

LA DIRECTION VEUT DES TRAVAILLEURS SOLIDAIRES ... DE LEUR PATRON

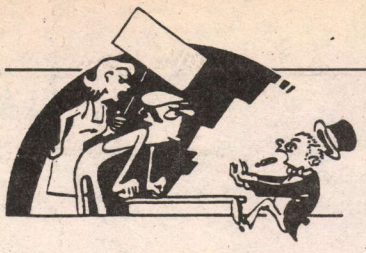
Malgré les hésitations du gouvernement, la campagne sur la flexibilité ne diminue pas. Mercredi 1er janvier, *Antenne 2 Midi* diffusait un reportage sur l'usine Matra-Harris de Nantes, dont les salariés auraient accepté, à 750 sur 800, d'être mis d'office en congés entre Noël et le jour de l'an, plutôt qu'en chômage partiel plus tard. Après la flexibilité du travail, on nous met en avant la nécessaire flexibilité des salaires : à Sollac, filiale du groupe sidérurgique nationalisé Sacilor, trois syndicats, la CGC, FO et la CFTC, ont signé avec la direction un accord aux termes duquel tous les salariés de Sollac *"mettront à la disposition"* de l'entreprise les augmentations de salaires qu'ils auraient pu attendre pour 1986... Il paraît que les économies ainsi réalisées aideraient à l'investissement dans un nouveau dispositif de traitement thermique, aideraient à créer des emplois. Combien ? Les dirigeants de la Sollac ne peuvent pas le dire. Ils ne peuvent pas chiffrer !

Libération du 31 décembre 1985 rapporte les propos de l'un d'entre eux : *"Ce n'est pas une question de chiffres. L'argent ainsi économisé ne représente qu'une faible part de l'investissement. C'est l'amorce d'un nouveau dialogue social, une remise en jeu. L'idée qu'à Sollac, tout le monde est solidaire"*.

Non, les entreprises n'ont pas besoin de tout cela, pas vraiment : les travailleurs de Matra-Nantes connaîtront peut-être quand même le chômage partiel, et les sacrifices financiers des travailleurs de Sollac ne sont pas nécessaires à la marche de l'entreprise. Mais c'est bon pour le patronat, parce qu'il s'agit de sacrifices "volontaires" de la part des travailleurs. Tant pis si les syndicats signataires à Sollac ne représentent pas un tiers du personnel, et si la CGT et la CFDT s'opposent à l'accord. Le communiqué, le coup de pub a pu être fait.

Le patronat profite de la relative démoralisation des travailleurs pour réduire les salaires, aggraver les conditions de travail. Et, pour démoraliser un peu plus, ils donnent dans l'intox. Ils ne se contentent pas de faire porter tous les sacrifices par les travailleurs, ils voudraient faire croire que la classe ouvrière est consentante. La signature de bureaucrates syndicaux plus pourris que les autres, de travailleurs qui ont eu une réaction de crainte leur permet de réaliser leur coup.

Mais ça tient tout de même de la méthode Coué ! Si les patrons veulent croire à leurs contes, ça les regarde. Les travailleurs, eux, savent bien qu'ils ne sont pas "consentants", et que les patrons mangent leur pain blanc. Pour qui a des yeux pour voir, les grèves spontanées de la SNCF à l'automne dernier, et de la RATP tout récemment prouvent bien que les chimères patronales s'effondrent vite devant la colère ouvrière.



DANS LES ENTREPRISES

STRATINOR (LIMOGES)

La presse socialiste vante les cadences

Le quotidien socialiste de Limoges, *Le Populaire du Centre,* sous le titre *"Stratinor produit plus vite que son ombre",* vante la prétendue prouesse d'une entreprise de 200 salariés : produire pour les PTT 70.000 boîtes aux lettres en deux mois et demi, alors que la production annuelle était de 45 000 boîtes.

Pour cela, il a fallu *"faire tourner l'usine de Limoges sans laisser la moindre heure de répit aux machines",* selon *Le Populaire du Centre.*

Et pour nous qui y travaillons, alors ! Gauche oblige, les choses sont dites dans le charmant langage des chantres de la sacro-sainte productivité.

"Les machines ont en permanence tourné à saturation. Il a fallu une extraordinaire motivation du personnel pour que nous réussissions" (le directeur). *"Le personnel vient de faire preuve de compétence et de maîtrise"* (le journaliste).

Dans la réalité, ça a donné des semaines de 48 heures commencées dès le dimanche soir ; le travail de nuit quasi obligatoire, particulièrement pour les intérimaires, et des menaces de renvoi en cas de refus. Sur la trentaine d'intérimaires embauchés pour l'occasion, une partie a été renvoyée dès la commande effectuée.

Correspondant LO

THOMSON (VÉLIZY)

Il n'appartient pas toujours aux bureaucrates syndicaux de faire la pluie et le beau temps

Les dernières élections de délégués du personnel n'ont pas apporté de gros changements. Au premier collège, la CGT obtient comme d'habitude 60 % des suffrages exprimés ; la CFDT fait toujours près de 39 % des voix, même si elle se voit plus distancée que d'habitude par la CGT (337 votants pour la CGT et 173 pour la CFDT, contre 300 et 186 l'année dernière au premier collège).

La raison en est probablement que certains travailleurs ont voté CGT pour s'opposer à la manœuvre de certains dirigeants CGT visant à évincer deux délégués du personnel.

"En toute démocratie", après consultation des syndiqués sur la liste, ces camarades étaient relégués en queue, à des positions ne permettant pas d'être élus. Officiellement, il s'agissait de renouveler les délégués. Une façon de "faire tourner les têtes", en quelque sorte ! Mais les responsables syndicaux de la CGT avaient mal apprécié le rôle joué par nos camarades dans un mouvement de juin dernier pour 600 F d'augmentation de salaire, et l'estime de nombreux travailleurs pour des militants qui n'ont pas attendu que les ministres communistes quittent le gouvernement pour en critiquer la politique.

Alors 160 travailleurs ont signé une motion demandant que les deux délégués CGT soient sur la liste en position "élus" et, le jour du vote, les noms des autres candidats ont été rayés un nombre de fois suffisant pour que ces deux délégués passent en tête et soient élus.

Correspondant LO

STRAFOR (STRASBOURG)

Une pleine corbeille

A Strafor nous étions en congés entre Noël et le nouvel an. La semaine qui a précédé les départs a été fertile en vœux à la sauce amère généreusement distribués par la maîtrise.

Tout d'abord une ouvrière du K2 a été convoquée pour sanction et menace d'abattement sur la prime : elle aurait failli provoquer un très grave accident de travail en descendant la rampe d'escalier du coin casse-croûte... à califourchon.

Toute la semaine, les chefs nouvellement détecteurs de schnaps dans le café ont circulé le nez en l'air dans cet atelier et ont finalement reniflé deux cafés coupables au milieu des fumées de peinture brûlée. Et, rebelote, ils ont à nouveau menacé de sanctions. Un pistoleur qui a mis quelques microns de peinture en trop sur des caissons a reçu un avertissement pour dépense inconsidérée. Un monteur a répondu au chef d'atelier et s'est vu menacer de 3 jours de mise à pied. Comme s'il n'y en avait pas encore assez, un contremaître est passé voir tous les gars du secteur pour nous avertir qu'au moindre rassemblement pour fêter quoi que ce soit, des sanctions suivraient.

La réaction ne s'est pas fait attendre, et c'est à 50 que nous nous sommes réunis pour fêter, entre nous, le début des congés.

Correspondant LO

CHR DE RENNES - HÔPITAL SUD

Petite fête de fin d'année

A l'occasion de la réorganisation des roulements dans deux services, la direction a tenté d'imposer un nouveau planning. Ce dernier comprenait des repos isolés et un poste de 9 h - 17 h qui servirait essentiellement de bouche-trous. Le personnel n'en voulait pas.

Nous étions à court de temps pour réagir. Mais une pétition a circulé néanmoins. Les contacts entre nous sont allés bon train et un contre-projet de planning a été élaboré. La direction avait prévu une "réunion d'information", que nous avons préparée à 25, avec désignation des porte-parole.

Devant 45 personnes (très peu manquaient à l'appel), le directeur a défendu son planning. Nous lui avons remis nos pétitions et défendu notre point de vue d'arrache-pied. On a senti sa surprise de voir tout le monde aussi déterminé. Il a donc demandé un délai de deux jours pour réfléchir.

Nouveau rendez-vous donc, 48 heures plus tard, où le directeur a expliqué avec beaucoup de mal... qu'il acceptait nos propositions.

A la fin de la réunion, il a demandé : *"Puis-je me permettre de vous souhaiter de bonnes fêtes ?".* Personne n'a répondu, mais on pouvait lire sur les visages : *"Bof, si ça peut vous consoler" !*

Correspondant local

HÔPITAL BEAUJON (92 CLICHY)

L'Assistance Publique n'aime pas la publicité

A l'Assistance Publique, tous les prétextes sont bons pour réduire les effectifs. Une travailleuse vient d'en faire l'expérience.

En 1983, elle était partie de l'hôpital Beaujon en congé sans solde pour deux ans (ce qu'on appelle "disponibilité"). En mars 1985, la direction des hôpitaux lui écrit : *"Au 1er octobre, vous devez soit démissioner de l'AP, soit reprendre vos fonctions".* Pas de problème : de Marseille, où elle est allée vivre, elle informe à trois reprises l'AP qu'elle reprend ses fonctions. Mais voilà, débarquée à Paris, on l'envoie dans différents hôpitaux (Hôtel-Dieu, Champcueil dans les Yvelines) où chaque fois on lui demande : *"Pourquoi l'administration vous envoie-t-elle ici ! Nous n'avons pas de poste !"*

Alors, avec le Comité de défense des droits des salariés de l'hôpital Beaujon, créé en juin lors d'une lutte précédente, elle décide de rompre le silence. Un tract diffusé à Beaujon fait connaître sa situation au personnel. 318 personnes signent en quatre heures une pétition réclamant sa réintégration. Son cas choque d'autant plus les gens qu'elle est une ancienne : 20 ans d'AP, 10 ans à Beaujon. Après une petite occupation de l'antichambre du directeur, la directrice du personnel de Beaujon reçoit notre camarade et craque : l'hôpital la reprend "en surnombre".

Correspondant LO

CHS ESQUIROL (LIMOGES)

Histoire de lits...

En septembre, au moment du déménagement du vieux pavillon "Baruk" dans le pavillon neuf de "La Châtaigneraie, le directeur et les médecins n'avaient rien trouvé de mieux que d'utiliser nos vestiaires pour y mettre... trois lits !

On a eu beau appeler à la rescousse médecin du travail, syndicats, CHS-CT, rien à faire : les trois lits restaient dans notre vestiaire.

Alors on s'est dit qu'il valait mieux qu'une personne soit gênée plutôt que 21, et on a mis les trois lits supplémentaires dans le bureau médical où le médecin-attaché, responsable du service, pose ses fesses dix minutes tous les samedis matin.

En une heure, en s'y mettant à toutes, le déménagement était fait. Et le bureau du médecin, on l'a mis dans celui du chef, qui est assez spacieux pour deux.

Correspondant LO

COUP DE PROJECTEUR SUR DES PAUVRES

La presse a parlé de cette famille de dix personnes qui vit dans l'Oise et n'a d'autre abri qu'un hangar à l'abandon, deux caravanes à l'état d'épaves et une tente. Et, au moment des fêtes, la télévision a montré des images de ces pauvres gens qui sont sans électricité et sans chauffage. Le hangar a été prêté par un agriculteur compatissant, une citerne à eau également. Quant aux autorités, elles n'ont pour le moment rien fait... Comment loger des gens qui vraisemblablement ne pourront guère payer ? La mère travaille chez un agriculteur, deux fils sont TUCistes ; cela ne fait pas de gros salaires. Et même avec les allocations familiales, on ne va pas loin.

Mais si la presse et la télé ont fait leur BA de Noël, il ne fait pas oublier qu'il existe dans le pays des milliers de sans-abri, et souvent des jeunes, qui ont dû passer un réveillon dans la rue, avec rien dans les poches et rien dans le ventre.

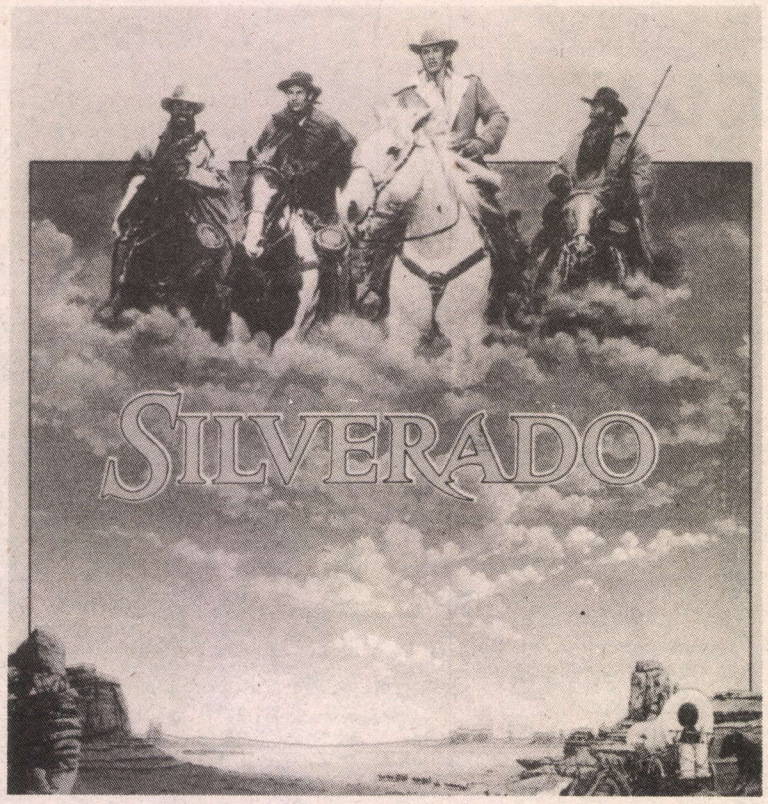
On lève parfois un coin du voile sur la misère. C'est bien, c'est mieux que rien. Mais la misère, il y en a davantage que les médias ne le montrent. Il suffit de parcourir les villes, les banlieues, les couloirs du métro à Paris pour s'en rendre compte. Et ces "nouveaux pauvres", qui sont apparus depuis trois ou quatre ans, ne sont pas nés de rien. Ils n'ont pas décidé de devenir clochards. Ce sont des chômeurs, des pauvres qui ont été "fabriqués" par la politique gouvernementale et patronale de restriction puis de cessation de l'indemnisation du chômage. Ce sont les "pauvres-Mitterrand", les "pauvres-Bérégovoy", en attendant de devenir les "pauvres-Chirac". Des autorités, ils n'ont rien à attendre ; un peu de charité parfois, et encore, si l'opinion se mobilise à propos d'un scandale ; mais de la férocité, de l'inhumanité toujours. Les pauvres ne sont pas les produits de la pauvreté, ils sont le produit de la politique des riches.

A.V.

WESTERN

"SILVERADO"

réalisé par Laurence Kasdan



Que d'aventures en 1 h 40! Impossible d'en raconter les péripéties compliquées. Et d'ailleurs cela ne pourrait que gâcher le plaisir des futurs spectateurs de ce western de grand style.

Cela commence par l'attaque d'une cabane isolée par des hommes qu'on ne voit pas, dont on ne sait rien. Celui qui dormait à l'intérieur s'en tire : il tire, bien entendu, plus vite et plus juste que tous les autres, et en plus c'est un malin. Sur quoi, il reprend sa chevauchée en direction de la Californie. Mais il ne reste pas longtemps seul : d'abord, il sauve un homme qui était en train de mourir tout seul, à la suite d'une agression, dans la nature sauvage et grandiose... Puis, comme ce sont eux les gentils, ils deviennent aussi amis d'un Noir costaud et fin tireur, chassé de la ville par les racistes. Enfin, la bande des quatre est complète lorsqu'ils réussissent à faire évader de sa prison le jeune frère de l'un d'entre eux qui allait être pendu. Dès lors, les aventures et les problèmes des uns et des autres vont s'entremêler.

Car, chemin faisant, à travers moultes cavalcades et fusillades, on finit par identifier qui sont exactement les méchants : ceux qui s'approprient les terres d'autrui en dévastant tout, qui s'attaquent à une caravane de braves pionniers dans leurs chariots bâchés, qui tuent à tort et à travers. Tandis que nos héros, s'ils tuent — et comment !— c'est seulement en cas de légitime défense... Et puis, ils aiment les enfants, les femmes et la justice. Et puis, ils ont de bonnes têtes, et non pas ces mines patibulaires et ces regards de traîtres de la bande d'en face.

Bref, il n'y a pas à se casser la tête pour choisir son camp. C'est réconfortant, sympathique, bien classique dans le genre, et un plaisir pour les yeux : les vastes paysages, les chevaux au galop, les bagarres, le saloon, tout y est, y compris les super-gros plans sur des visages burinés et virils, le tout en photos magnifiques — qu'on apprécie encore plus dans les cinémas à grand écran.

Parsemé par-dessus le marché de quelques pointes d'humour (heureusement), *Silverado* est un très plaisant divertissement.

Christiane LE GUERN

CHARLOTTE AUX POMMES

"L'EFFRONTÉE"

Une vraie gamine de quatorze ans a bien du mal à passer de l'enfance à l'adolescence. La moue vissée aux lèvres — pour la fille de Gainsbourg, est-ce tellement étonnant? — elle promène ses caprices au nez et à la barbe de son brave homme de père, flanquée d'une Bernadette Lafont sans vraiment de répartie et d'une petite fille malade, la plus attachante de ce quatuor.

Son rêve? Quitter la vieille maison, quitter ce milieu pas très fortuné qui est le sien, pour goûter le luxe et l'aventure entrevus à l'occasion de la rencontre avec un autre petit monstre de son âge, gamine rose comme un bonbon anglais, pianiste virtuose, choyée comme un compte en banque et entourée d'une cour "foulard Hermès"! Un rêve de vieille bourgeoise, en somme...

Le tout fait un petit film inconsistant et pas très effronté.

L.P.

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

CUORE
de Luigi Comencini

Probablement le meilleur film, le plus bouleversant, qu'on peut voir en ce moment.

Ou comment les enfants de la communale sont éduqués dans le civisme et le patriotisme chers à la bourgeoisie en Italie, en 1899. Et comment cela débouche pour eux sur les champs de bataille de la guerre mondiale, en 1915.
Forum Orient Express 1er (VO). Saint-Germain Studio 5e (VO). Elysées Lincoln 8e (VO). Olympic Entrepôt 14e (VO). PLM Saint-Jacques 14e (VO). Sept Parnassiens 14e (VO).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES
D'Emir Kusturica

Dans la Yougoslavie du début des années 50, au moment de la querelle Tito-Staline, les malheurs d'un petit bureaucrate vus par les yeux malicieux et perspicaces de son fils. Un film fin et chaleureux, rempli de notations qui font comprendre bien des aspects de la société yougoslave de cette époque, vécue du côté des petits privilégiés.

Saint-André des Arts 6e (VO). Gaumont Ambassade 8e (VO).

CORBEAUX ET MOINEAUX
de Zheng Junli

Tourné clandestinement à Shanghaï en 1948 et achevé en 1949 après la victoire des troupes de Mao, ce film retrace l'atmosphère et l'incroyable pagaille qui régnaient en Chine dans les derniers moments du régime de Tchang Kai Chek.
Studio 43 9e (VO).

LA PARENTELE
de Nikita Mikhalkov

Une villageoise russe rend visite à sa fille citadine dont elle découvre avec un certain effarement le mode de vie. Un film intéressant qui, s'il semble louer les vertus de la vie paysanne traditionnelle face à la vie urbaine marquée par les modes venues d'Occident, constitue une satire aigre-douce de la vie actuelle en URSS.
L'Epée de Bois 5e (VO).

LES NOCES DE FIGARO
de Jean-Pierre Ponnelle

L'opéra de Mozart dont le livret a été directement inspiré par la pièce de Beaumarchais. Une intrigue pleine de surprises et de retournements, assaisonnée d'insolence à l'égard de la bonne société du 18ème siècle. Un spectacle réjouissant avec des interprètes de grand talent : Fischer-Dieskau, Kiri Te Kanawa, Mirella Freni, Hermann Prey...
Vendôme 2e (VO).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE
de Woody Allen

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Studio de la harpe 5e (VO). Publicis Matignon 8e (VO).

sélection télé

Samedi 4 janvier

20 h 40. TF1 - **Les colonnes du ciel.** Dernier épisode du feuilleton adapté du roman de Bernard Clavel. Bisontin tente l'aventure et part découvrir le nouveau monde...

21 h 55. A2 - **L'ange gardien.** Hitchcock présente un court métrage de lui... et avec lui.

Dimanche 5 janvier

17 h. A2 - **Madame le juge.** Dernier épisode d'une série policière. Pour Simone Signoret, le juge.

20 h 35. TF1 - Film : **Signes extérieurs de richesse.** Un vétérinaire, play-boy et dépensier (Claude Brasseur), entreprend de séduire l'inspectrice des impôts (Josiane Balasko) venue vérifier sa comptabilité.

22 h 30. FR3 - Film : **Le cargo maudit** En hommage à Clark Gable. En Guyane, des bagnards traversent la jungle. Des aventures mais surtout une peinture de caractères qui avait, paraît-il, choqué l'Amérique puritaine des années 1940.

23 h. A2 - Les carnets de la danse. **Autour de Martha Graham,** la chorégraphe américaine. Pour les amateurs de danse et de musique en tous genres, du classique au moderne, de Bach au tango et au rock.

Lundi 6 janvier

20 h 35. TF1 - Film : **Le cerveau,** comédie policière avec Bourvil et Belmondo. Deux petits escrocs minables sont en concurrence avec un caïd de la Mafia pour le "casse du siècle".

20 h 35. FR3 - Film : **Autant en emporte le vent.** Première partie de cette grande fresque sur fond de guerre de Sécession. Si vous l'avez manqué dimanche 29 décembre au "Cinéma de minuit"...

22 h 40. A2 - **Pays d'octobre. Choses vues dans le Mississipi.** Première émission d'une série de quatre. Carnet de voyage au pays du blues où Bertrand Tavernier (réalisateur de **Coup de torchon,** entre autres) va à la rencontre des hommes du Mississipi : un révérend noir, des chômeurs...

Mardi 7 janvier

20 h 35. FR3 - Film : **Autant en emporte le vent.** Deuxième partie.

20 h 35. A2 - Film : **Rocky.** Une peinture du monde de la boxe... et de la bonne conscience américaine. Le personnage principal, Sylvester Stallone, n'était pas encore Rambo mais se disait déjà *"quelqu'un d'optimiste qui croyait au rêve américain"*.

22 h 05. TF1 - **Barbie.** Première partie d'un dossier consacré au "boucher de Lyon", ce criminel nazi dont le procès devrait s'ouvrir le 3 février prochain.

Mercredi 8 janvier

20 h 35. A2 - **L'heure de vérité.** Laurent Fabius interviewé, une fois de plus, par quatre journalistes d'Antenne 2. La campagne électorale commence...

20 h 40. TF1 - Téléfilm **Arsène Lupin.** Le gentleman-cambrioleur affronte Sherlock Holmes.

21 h 35. TF1 - **Barbie.** Deuxième partie de l'enquête de Ladislas de Hoyos.

Jeudi 9 janvier

20 h 35. FR3 - Film **Casque d'or.** Les amours dramatiques de Marie et de Manda, ouvrier menuisier. Un grand classique, avec Simone Signoret et Serge Reggiani.

20 h 35. A2 - Film : **Le père Noël est une ordure.** Comédie burlesque avec l'équipe du Splendid : Anémone, Lhermitte et Jugnot, trio qui ne fait pas dans la finesse...

Vendredi 10 janvier

20 h 35. FR3 - ...La campagne électorale continue... Dans **Face à la trois.** Après Fabius, Jospin répond aux journalistes... Ils sont (peut-être!) en concurrence au sein du PS, mais la main dans la main pour rameuter les électeurs...

20 h 35. A2 - Film : **Fort Saganne.** Premier de quatre épisodes. La vie d'un petit lieutenant exilé en Afrique et la peinture d'une époque et de son esprit chauvin. Avec Gérard Depardieu.

22 h 55. A2 - Film : **Les affameurs.** Une des étapes de la ruée vers l'or.

UN ROMAN DE PATRICK BESSON, PRIX DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

"DARA"

Ce roman de Patrick Besson, qui vient d'obtenir le prix de l'Académie française, ressemble à une suite d'interviews : plusieurs personnes ayant connu une certaine Dara racontent chacune à sa fille un épisode, une tranche de vie pendant laquelle ils ont côtoyé cette femme d'origine yougoslave, émigrée en France à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le mari de Dara, tout d'abord, en donne une image assez terne, celle d'une ex-couturière, bien installée dans son studio de Bagnolet.

Puis, à travers les souvenirs de ses amis, le personnage de Dara prend plus de consistance. En remontant en arrière, on fait connaissance avec la jeune réfugiée croate qui arrive à Paris, sans connaître un mot de français, qui n'a en poche que le nom d'un hôtel, et qui se mêle au milieu des émigrés yougoslaves de Paris.

Encore plus loin dans le passé, on la voit en Italie, au lendemain de la guerre, après qu'elle ait fui le régime naissant de Tito.

L'objet du roman, se sont les anecdotes, le quotidien, les gens rencontrés et leurs amours.

Le résultat n'est pas désagréable à lire, mais pas très passionnant non plus.

Bertrand GORDES

Dara, *de Patrick Besson. Ed. du Seuil. 222 pages, 79 F.*

UN ROMAN DE L'ÉCRIVAIN TURC YACHAR KEMAL

"ET LA MER SE FÂCHA"

A lire pour Istanbul

Et la mer se fâcha..., le dernier roman de Yachar Kemal, raconte la double histoire de Sélime le pêcheur et de Zeynel Tchélik. Deux histoires peu banales puisque Sélime, taciturne, peu aimé et même parfois redouté par les habitants du village, qui s'attache plus aux dauphins qu'aux hommes, cache une passion... Quant à Zeynel, le livre s'ouvre sur le meurtre qu'il commet : il tue le truand du village, Ihsan le proxénète — un geste inexplicable de la part d'un jeune homme effacé et même soumis, toujours empressé à rendre service aux autres, mais un geste qui, amplifié par la presse et l'opinion populaire, transforme Zeynel en ennemi public numéro 1 et en héros de légende.

Le livre est donc consacré à ces deux personnages, également attachants. Sélime, sous ses airs bourrus, est capable d'élans d'amitié et de générosité et Zeynel a, en fait, une âme de gosse.

Mais c'est aussi, pour l'auteur, l'occasion de décrire deux milieux différents : la mer et la ville d'Istanbul, de façon particulièrement prenante. La mer, ce sont avant tout des couleurs : verte, mauve, grise ou rouge du sang des dauphins que, au grand désespoir de Sélime, les pêcheurs assassinent par centaines. Quant à Istanbul, ce sont des odeurs *"de bière fermentée, de poisson, de graisse brûlée"*, les couleurs vives de son marché, les cris des vendeurs, les klaxons.

Mais, à travers la ville, c'est surtout la misère que dénonce Kemal. Istanbul, c'est une *"ville pourrie"* où voisinent *"d'un côté, les égoûts, les clochards, les camelots, de l'autre, les boutiques de luxe, les voitures de trois millions, les jardins de rêve, les villas, les cercles de jeu"* où *"tous ceux qui souffrent de la faim"* côtoient *"les flics présents partout qui rackettent et assassinent"*.

Au-delà des deux personnages, c'est en fait Istanbul l'héroïne du livre, Istanbul et sa population, dont la description saisissante laisse des images vives dans l'esprit du lecteur.

Sylvie MARECHAL

Et la mer se fâcha, *de Yachar Kemal. Ed. Gallimard. 444 pages, 123,50 F.*

UN ROMAN DE FRANÇOIS-MARIE BANIER

"BALTHAZAR, FILS DE FAMILLE"

Famille, je vous hais

Sa famille est pour Balthazar une prison dans laquelle il étouffe, prisonnier qu'il est du despotisme de son père. C'est aussi une prison dans laquelle il lui arrive de souffrir physiquement, car ce père, qui le bat, éprouve pour lui une haine qui va parfois jusqu'à la cruauté.

Par-dessous tout, Balthazar, qui a 15 ans, souffre du manque d'amour de la part de sa mère. Celle-ci s'occupe d'œuvres de charité, de multiples projets, mais elle est froide, indifférente à sonf fils, et laisse faire.

Et Balthazar subit. Il fabule auprès de ses copains du lycée, et se réfugie où il peut auprès de personnages marginaux ou excentriques, solitaires comme lui dans leur genre, généralement des personnes plus âgées, des parents de remplacement.

Au prix d'une tentative de suicide, il obtient que ses parents, ennuyés, finissent par lui laisser un peu d'air, mais ceux-ci n'en continuent pas moins à bafouer ses amitiés comme son premier amour d'adolescent. Et Balthazar se résout à quitter sa famille.

La peinture de cette famille par l'auteur — qui écrit à la première personne — est particulièrement violente. *"Les Klimpt"*, comme il dit, en parlant de ses parents, vivent au-dessus de leurs moyens. Ils ont un grand train de vie, mais apparemment pas vraiment les ressources de leur vanité. Le père achète des meubles de riches défunts pour les revendre, et le vaste appartement (de l'avenue Victor-Hugo, à Paris !) en est tout encombré, mais ils ont des problèmes de loyer...

La sécheresse de cœur, la préoccupation de parader, dominent dans la peinture que l'adolescent humilié donne de ces demi-ratés de la bourgeoisie. On est soulagé quand il se révolte.

Le thème de l'enfant ou de l'adolescent victime de l'oppression familiale dans les milieux bourgeois n'est certes pas nouveau dans la littérature, et il a produit des œuvres remarquables — ne serait-ce que *Vipère au poing* d'Hervé Bazin, par exemple. *Balthazar, fils de famille*, dans les années soixante et chez des gens dont le statut social en tant que bourgeois semble précaire, a le mérite de l'actualiser, avec des accents de vérité... et une férocité certaine.

C.L.G.

Balthazar, fils de famille. *Ed. Gallimard. 260 pages, 78 F.*

UN ROMAN DE JOSEPH JOFFO

"SIMON ET L'ENFANT"

Avec *Simon et l'enfant*, Joseph Joffo exploite à nouveau le thème qui fit de ce coiffeur connu un auteur de best-sellers au moins autant connu : comme *Un sac de billes*. Ce roman nous plonge de nouveau dans l'atmosphère de la France occupée, et c'est un enfant qui est la vedette de l'histoire. Mais cette fois-ci, ce n'est pas l'enfant qui est juif, c'est un autre personnage, Simon, l'ami de sa mère.

L'histoire commence en mai 1942, à Paris. Franck, qui a dix ans, n'est pas le dernier à se battre dans la cour de récréation pour défendre son honneur. Il a la langue bien pendue. Il est jaloux de Simon. Mais la mort de Mireille, la mère de Franck, va les rapprocher.

Plus que pour l'histoire de Simon, qu'on nous montre "s'engager dans la Résistance", puis obligé de fuir, ce roman vaut pour le personnage de Franck. Tout au long de l'histoire, même dans les moments les plus dramatiques, Franck, en bon petit titi parisien de la Butte Montmartre, garde son sens de la répartie. Il donne le ton à ce petit roman et lui évite de tomber dans le mélo.

Ghislaine GAUTHIER

Simon et l'enfant, *de Joseph Joffo. Ed. J.-C. Lattès. 242 pages, 75 F.*

Réédition, en livre de poche

UN ROMAN DE MONGO BETI

"MISSION TERMINÉE"

Ce livre date de 1957, c'est le troisième roman écrit par Mongo Beti, auteur camerounais qui avait alors 25 ans et qui avait déjà publié *Ville cruelle* sous le pseudonyme de Eza Boto en 1954.

Jean-Marie Mezda, qui vient d'échouer à son bac, rentre dans son village en craignant la colère de son père. Il se prépare à réviser pour la session d'octobre. Mais son cousin Niam, un "fainéant" de 35 ans, lui donne comme mission, avec l'appui des autorités du village, de rechercher sa femme qui s'est enfuie depuis quelques mois, avec un autre homme, à Kala.

Le voyage, l'accueil à Kala où l'adolescent jouit d'un prestige formidable dû à ses études, même ratées, permettent à Mongo Beti de raconter avec humour la vie de ce village : le chef véreux, les jeunes contestataires, l'oncle qui profite du prestige de son neveu pour s'enrichir... tout un monde où se côtoient l'hypocrisie et la naïveté.

Le retour de Mezda chez lui vaut au lecteur une description savoureuse de son usurier de père... et de sa rupture définitive avec lui, après une bagarre mémorable !

A travers ce roman, écrit à la première personne et qu'on devine être plus ou moins autobiographique, Mongo Beti montre comment l'esprit vient aux jeunes... On voit Mezda réaliser que *"ces péquenots de Kala, ces sortes de caricatures de l'Africain colonisé"*, sont *"les victimes d'un monde qui ne leur appartient pas"*, *"un monde où ils ne comprennent rien"* ; on le voit se révolter contre l'autorité traditionnelle et rompre, plus ou moins consciemment mais définitivement, avec l'avenir qui était tracé pour lui.

Ces thèmes, on les retrouve dans des romans comme *Remember Ruben* ou *Perpétue* écrits plus tard, plus élaborés... et à lire eux aussi !

F. TAINE

Mission terminée, *de Mongo Beti. Ed. Le Livre de Poche. 222 pages.*

PRIX FÉMINA

"SANS LA MISÉRICORDE DU CHRIST"

d'Hector Bianciotti

A Paris, un émigré argentin fait la connaissance d'une femme de 50 ans, sa voisine, émigrée comme lui et parlant la même langue. Tous deux vont trouver l'un chez l'autre une amitié et un soutien à leur solitude.

L'essentiel de ce roman, récompensé par le jury du Prix Fémina, se situe dans le faubourg Saint-Denis, à Paris. Et ce n'est d'ailleurs pas le moindre intérêt du livre que de saisir le regard d'un étranger sur ces lieux familiers que sont, selon les termes mêmes de l'auteur, les "troquets" parisiens.

Le personnage principal est loin d'être vraiment sympathique. Il n'aime pas les gens et visiblement ne s'aime pas lui-même non plus. Etranger, il l'est non seulement comme émigré mais aussi par son attitude volontairement en marge, par son comportement d'intellectuel et surtout de bourgeois qui éprouve un dégoût presque physique pour le milieu populaire des faubourgs.

L'amie rencontrée, qui dans sa jeunesse rejeta la religion et vécut *"sans la miséricorde du Christ"*, a fui il y a longtemps la terre de Patagonie, à l'extrême-sud de l'Argentine. Quelques retours en arrière nous valent une évocation de cette plaine sans fin qui s'identifia, pour de nombreux émigrés venus d'Europe, à une lutte sans espoir pour la survie. Et l'auteur aborde un aspect particulier de l'état d'esprit de certains réfugiés revenus de cette partie du monde. Selon lui, ce n'est pas un sentiment d'exil qu'ils ressentent en abordant l'Europe, mais plutôt celui d'un retour aux sources, vers le centre de leur culture.

Le roman d'Hector Bianciotti est tout intérieur. En apparence, il ne s'y passe pas grand-chose. La fréquentation des cafés et même la rencontre avec cette femme n'ont rien d'extraordinaire. Mais le personnage touche par sa sincérité. C'est un être sensible, pour qui tout, un simple

regard ou une quelconque rencontre, prend un relief démesuré, presque maladif. Hector Bianciotti sait décrire ce malaise d'un exilé, peut-être frustré de vivre quelque peu en marge, et qui en souffre sans se l'avouer.

Philippe AVRIL

☐ Sans la miséricorde du Christ *d'Hector Bianciotti, Ed. Gallimard, 320 p., 84 F.*

"MÉFIE-TOI DE CEUX QUI NE POSSÈDENT RIEN"

"LES LIONS DE LA NUIT"

d'Azzédine Bounemeur

Juillet 1954 en Algérie : dans le Nord-Constantinois, un militant va de village en village renouer des contacts pour organiser la résistance à la colonisation française et préparer l'insurrection de la Toussaint.

Le militant, c'est Si Salah, *"27 ans, lettré, venu très tôt au nationalisme, responsable régional de l'OS"*, l'Organisation Secrète, groupe paramilitaire du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (MTLD) de Messali Hadj. Comme d'autres cadres qui formeront le FLN, il a connu la répression qui a suivi le démantèlement de l'OS, la vie clandestine et la rupture avec le parti de Messali Hadj, auquel il reproche sa passivité et son attentisme face à l'impérialisme français.

On va donc suivre ses pérégrinations à travers tout ce roman, qui représente à la fois une page d'histoire et une glorification du nationalisme algérien d'hier et d'aujourd'hui.

C'est d'abord un hymne à la terre, montagnes abruptes ou plaines fertiles qui regorgent de fruits, comme le verger du caïd Si Alaoua couvert de grenadiers. C'est aussi un hymne aux traditions de la vie quotidienne, comme le battage de l'orge ou le mariage dont l'auteur nous conte en détail les préparatifs, les rites religieux, les toilettes, les cadeaux, les repas de cette fête qui dure plusieurs jours. C'est enfin un hymne aux hommes. Mais pas à tous les hommes, aux *"vrais Algériens"*, à ceux qui *"ont gardé un pied dans le passé et l'autre dans le présent"*, à *"ces paysans ordinaires, accrochés à la terre et qui ont conservé vivace la fibre nationaliste"*. Car Si Salah le dit à un de ses compagnons : *"Ce qu'il nous faut en ce moment, ce sont les familles qui ont de l'ascendant sur leur clan et qui possèdent des biens. Surtout, méfie-toi de ceux qui ne possèdent rien. Au moindre coup dur, ils passeront à l'ennemi"*. Et ces paroles mises aujourd'hui dans la bouche de son héros sont sans aucun doute révélatrices du point de vue de l'auteur.

Passéiste, rappelant les valeurs traditionnelles (solidarité du clan, respect de la religion, de la hiérarchie sociale) pour mieux fonder un nationalisme moderne, débarrassé du régionalisme et des aspects les plus mesquins de la société clanique comme la vendetta, tel est le livre d'Azzédine Bounemeur. Il a au moins le mérite de rappeler quelles valeurs sont mises en avant par l'actuel régime algérien, qui accorda à l'auteur en 1982, pour son premier roman *Les bandits de l'Atlas,* le prix du vingtième anniversaire de l'Indépendance.

Sylvie MARÉCHAL

☐ Les lions de la nuit *d'Azzédine Bounemeur, Ed. Gallimard, 333 p., 93,50 F.*

TIREZ LA CHASSE!

"TOUS ENSEMBLE" "POUR EN FINIR AVEC LA SYNDICRATIE"

de François de Closets

Le sous-titre du livre annonce la cible sur laquelle François de Closets choisit cette fois de frapper : les syndicats. Pas sur l'institution elle-même, prend-il soin de préciser, mais sur ce que sont aujourd'hui, selon lui, les organisations syndicales : des appareils coupés des réalités économiques, dont l'idéologie retarde d'un siècle, d'où le terme de *"syndicraties"* pour les désigner.

Aux yeux de l'auteur, les trois principales confédérations, la CGT, la CFDT et FO, ont en commun une même tare, celle de prôner une lutte des classes qui n'a plus lieu d'être. Dans notre monde contemporain, les choses auraient tellement changé que s'attacher encore à cette vieille idée de la lutte des classes serait tout bonnement devenu réactionnaire. Ben voyons !

Chiffres à l'appui, il s'embarque donc pour démontrer que *"l'on est passé d'une exploitation capitaliste du travail à une rémunération du travail capitaliste"*. Pauvres patrons, ravalés au rang de simples travailleurs, en quelque sorte ! Et ce n'est pas tout : *"Le travail est sur-payé et le capital sous-rémunéré. C'est le personnel qui devient l'exploiteur et qui détruit par ses prélèvements l'outil de production"* ! Rien de moins. Et de tirer en passant un coup de chapeau au gouvernement socialiste qui, conscient de cette anomalie, a permis aux entreprises de reprendre à leur personnel 2% sur la valeur ajoutée entre 1982 et 1984...

Ainsi, sur le ton du spécialiste économique (plutôt : du comptable de la boutique), l'auteur cite nombre d'entreprises où il aurait rencontré des travailleurs heureux d'avoir pu sauver leurs usines en acceptant des baisses de salaires ou des augmentations de la productivité. Et de proposer en conséquence un nouveau type de relations sociales, le *"partenariat"*, grâce auquel patrons et ouvriers pourraient construire leur avenir — commun — *"tous ensemble"* ! Version réchauffée et ô combien réactionnaire de "l'association capital-travail", à l'appui de laquelle Closets ne se gêne pas pour aligner contre-vérités et âneries.

Par exemple, savez-vous pourquoi des syndicalistes seraient opposés à l'horaire variable ? Tout simplement pour distribuer leurs tracts : *"En un quart d'heure, c'est fait. Si les départs et les arrivées s'étalent sur deux heures, c'est beaucoup plus long"*. Voilà pour les âneries !

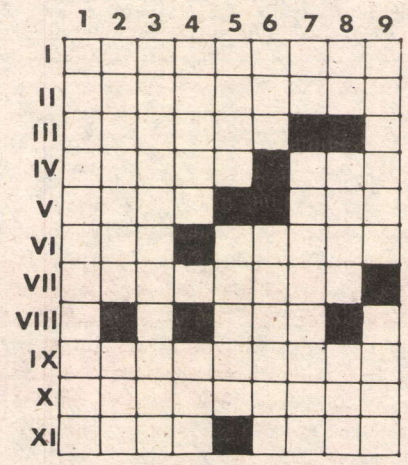
Quant aux contre-vérités, la seule citation, fantaisiste, du livre de notre camarade Arlette Laguiller *Moi, une militante,* à l'appui de l'une de ses thèses sur les difficultés des délégués du personnel à se recaser dans l'entreprise après avoir perdu leur mandat, suffit à ôter toute crédibilité à son livre.

Enfin, peut-être pour donner l'impression de tenir la balance égale entre patronat et syndicats, les 467 longues pages de son livre sont parsemées, de-ci de-là, de quelques critiques aux patrons rétrogrades qui refusent la concertation. Mais ces critiques sont tellement coupées d'eau que l'auteur semble finalement avoir comme seule ambition d'être le "water"-Closets du patronat.

Georges LATTIER

☐ Tous ensemble *de F. de Closets. Ed. du Seuil. 467 p., 99 F.*

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I - Réponses à une excitation. II - Sucrée... ou ennuyée. III - Sanglantes quand elles sont siciliennes. IV - Elles ne touchent jamais le fond -Nouveau quand il est dernier. V - En diagonale ou à l'italienne - Dracula n'en fait pas bonne chère. VI - Vieil indien -Vieux dépôt. VII -Dépose. VIII - Au fond de la coupe. IX - Distingue l'être de l'étant. X -Visible sur la feuille. XI -Eliminée - Nées dans le désordre.

VERTICALEMENT

1 - Peuvent être annuelles ou permanentes. 2 -Chevronné - Presque neuf. 3 - Mesure un jus imbuvable. 4 - Frottée -Tête d'œuf. 5 - Socles -Demeure. 6 - Pronom -Boursicote. 7 - Saint renversé - Son hall est célèbre. 8 - Il est là - Droite ou gauche, cela dépend du sens - Chargé. 9 -Gâteux - Unique quand il est interdit.

SOLUTION DU N° PRÉCÉDENT →

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	E	N	A	M	O	U	R	E	E	S
II	R	E	F	O	R	M	I	S	T	E
III	E	N	F	U	M	A	N	T	E	S
IV	C	I	L	■	E	R	G	O	T	■
V	T	E	U	F	■	■	■	M	E	S
VI	I	S	E	R	A	N	■	A	■	C
VII	L	■	R	I	Q	U	I	Q	U	I
VIII	E	■	E	T	U	I	■	U	R	E
IX	■	I	N	■	I	S	M	E	N	E
X	C	O	T	O	N	■	I	R	E	S

INTERNATIONAL

LES ATTENTATS DE ROME ET DE VIENNE

LE TERRORISME DES PALESTINIENS ET LE TERRORISME D'ÉTAT D'ISRAËL

Par quelle opération de représailles Israël va-t-il répondre aux attentats des aéroports de Vienne et de Rome, qui ont fait 17 morts le vendredi 27 décembre au cours d'attaques contre les guichets de la compagnie aérienne El Al ? On ne le sait pas encore, mais il semble acquis qu'il y en aura ; non seulement parce que telle a toujours été la politique des dirigeants israéliens, mais aussi parce que cette fois-ci ils y sont pratiquement autorisés, voire incités par avance. C'est ainsi qu'on a pu apprendre que le président des Etats-Unis, Reagan, approuverait toute action militaire d'Israël contre les responsables des derniers attentats, et même qu'il n'écarterait pas l'hypothèse d'une action armée américaine contre les "sources" du terrorisme.

Mais le problème est que les attentats eux-mêmes étaient, de la part de leurs auteurs palestiniens, des représailles à la suite du bombardement du quartier général de l'OLP par Israël en octobre, bombardement qui a fait 68 morts et qui était lui-même une action de "représailles" après d'autres attentats palestiniens... qui étaient eux-mêmes une tentative de riposte contre l'oubli où tombe aujourd'hui la question du droit du peuple palestinien à son existence, dénié depuis tant d'années par l'Etat d'Israël.

Bien sûr, les attentats de Rome et de Vienne sont odieux. Tirer ainsi à l'aveuglette sur une foule désarmée, coupable en tout et pour tout de se presser aux guichets de la compagnie aérienne israélienne, soulève l'horreur. Et on ne voit pas en quoi cela peut faire avancer si peu que ce soit la cause du peuple palestinien.

Mais les gouvernants ou la presse qui condamnent le terrorisme palestinien sont ceux-là mêmes qui, depuis des années, approuvent et soutiennent le terrorisme de l'Etat d'Israël.

Car c'est bien un terrorisme aussi, bien plus odieux encore parce que c'est un terrorisme appliqué avec les énormes moyens d'un Etat, son armée, ses avions, ses bombes. Et c'est un terrorisme infiniment plus meurtrier — la guerre du Liban de 1982 a sans doute fait à elle seule plus de 20 000 morts.

Ce n'est pas le geste désespéré de quelques groupes sans perspective, mais l'action déterminée et froide d'hommes disposant du pouvoir d'Etat et de l'apparence d'honorabilité que cela confère, dans le monde d'aujourd'hui, pour exercer sans relâche une loi du talion visant tout simplement à affirmer qu'ils sont les plus forts et entendent le rester.

Car c'est la politique de force d'Israël — et derrière lui de l'impérialisme américain — qui engendre des vocations de terroristes. C'est sans doute particulièrement vrai aujourd'hui, où les succès militaires d'Israël — la guerre du Liban de 1982, les revers infligés à l'OLP avec l'aide de la Syrie — semblent rendre plus lointaines que jamais une paix négociée au Proche-Orient et la mise en place d'un Etat palestinien dirigé par Yasser Arafat et son organisation. La crédibilité et l'autorité d'Arafat lui-même, sa capacité à imposer sa politique dans les rangs palestiniens en sont amoindries, et cela se traduit par la multiplication des actions incontrôlées de différents groupes terroristes, tout comme cela fut le cas dans les années 1967-1973, au lendemain de la guerre des Six Jours de 1967 et du Septembre Noir jordanien de 1970.

Alors, Israël s'apprête sans doute à mener une action de représailles.

En Libye ou ailleurs ? Mais ce ne sera qu'un pas de plus dans l'engrenage guerrier qui a servi de politique aux dirigeants de cet Etat depuis sa création et qui l'a conduit à porter la guerre en Egypte, en Syrie, en Jordanie, en Irak, au Liban, dernièrement pour la première fois en Tunisie. Ce sera peut-être un pas vers une nouvelle guerre israélo-arabe, qui serait la septième en moins de quarante ans. Mais ce ne sera certainement pas un pas vers une véritable paix au Proche-Orient.

Il n'y aura pas de paix dans cette région sans la reconnaissance du droit du peuple palestinien à avoir sa terre, son Etat, son existence nationale, ni tant que l'Etat d'Israël mènera cette politique de force, ce véritable terrorisme d'Etat, destiné à menacer en permanence tous les peuples de la région et qui aide à y maintenir globalement la présence impérialiste, au prix d'un incroyable enchaînement de conflits armés et de massacres. Les dix-sept morts des attentats de Vienne et de Rome ne sont malheureusement qu'une toute petite partie des dizaines de milliers de morts d'une guerre qui ensanglante le Proche-Orient depuis plus de quarante ans, et dont l'opinion mondiale ne s'émeut guère tant qu'ils ne sont "que" libanais ou palestiniens, au lieu d'être des ressortissants de pays occidentaux en transit dans un aéroport européen.

LIBAN

L'INTERMINABLE GUERRE CIVILE

L'accord de paix signé le 28 décembre à Damas par les chefs des trois principales milices combattantes libanaises ne semble guère avoir plus de chances que les dix précédents accords signés depuis le début de la guerre civile de mettre fin à celle-ci. Des attentants dans le secteur chrétien de Beyrouth, une attaque contre la voiture du président de la République Amine Gemayel, l'exécution d'un otage juif libanais, ont rapidement montré que les armes étaient loin de s'être tues au Liban.

Mais surtout, on voit mal comment un accord entre les trois chefs de milices — chiites d'Amal, chrétiens des Forces Libanaises, druzes dirigés par Walid Joumblatt — suffirait à régler les problèmes que dix ans de guerre civile n'ont pas réglés.

L'accord stipule bien un projet de règlement politique par la réforme de la Constitution à base confessionnelle qui a été une des causes de la guerre civile. Le flagrant déséquilibre en faveur de la communauté chrétienne, ou plutôt de ses dirigeants, devrait être un peu corrigé. Mais précisément, le parti phalangiste, ce même parti qui a déclenché la guerre civile en 1975 parce qu'il redoutait la montée des forces de la gauche, alliées des Palestiniens, et une remise en cause de la prépondérance de la grande bourgeoisie chrétienne maronite, a fait savoir son opposition à un certain nombre de clauses de l'accord signé à Damas, et notamment, justement, à la remise en cause du système confessionnel.

Après dix ans de guerre civile, les éléments de celle-ci subsistent donc ; une guerre civile dont la véritable source n'était pas, en réalité, une lutte religieuse entre chrétiens, musulmans et druzes, mais le refus d'une poignée de caciques — principalement chrétiens maronites, mais aussi musulmans chiites ou sunnites et druzes — de se laisser dessaisir de la moindre part de leurs pouvoirs, de leurs privilèges, inscrits entre autres dans la Constitution à base confessionnelle de la République libanaise. Une Constitution concoctée, il est bon de le rappeler, par le colonialisme français à l'époque de sa présence au Liban.

TUNISIE

LE GOUVERNEMENT VEUT METTRE AU PAS LA BUREAUCRATIE SYNDICALE

Le 31 décembre, Habib Achour, l'ancien secrétaire général de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, l'UGTT, a été condamné à un an de prison et aussitôt incarcéré. Le prétexte de cette condamnation est que Habib Achour et plusieurs autres syndicalistes, eux aussi condamnés, auraient pénétré par effraction dans les locaux de la coopérative de pêcheurs de Sfax, coopérative qui appartenait à l'UGTT dont Habib Achour était le secrétaire général jusqu'au 4 décembre dernier...

Cela fait des mois que le gouvernement tunisien a engagé une épreuve de force avec la direction du mouvement syndical. Le quotidien de l'UGTT avait été suspendu pour six mois. En octobre, des hommes de main du parti gouvernemental, le Parti Socialiste Destourien, attaquaient des locaux syndicaux. Le leader de l'UGTT était l'objet d'une "mesure administrative d'isolement" depuis le 8 novembre. Et le 4 décembre le gouvernement faisait reculer la direction de l'UGTT en obtenant qu'elle destitue son leader, Habib Achour, contre l'"assurance" de la libération d'une centaine de syndicalistes arrêtés. Mais, fin décembre, les dirigeants de l'UGTT se plaignaient qu'aucune des promesses du gouvernement n'avait été tenue...

Avec l'incarcération de Habib Achour, le gouvernement tunisien poursuit donc sa lutte contre l'actuelle direction de l'UGTT. Le chef du gouvernement, Mzali, a pris position pour la tenue d'un congrès extraordinaire du syndicat, s'appuyant sur des "comités provisoires" composés de *"syndicalistes patriotes"*, comités évidemment suscités par le gouvernement.

Depuis l'indépendance de la Tunisie, l'UGTT est étroitement liée au parti de Bourguiba, le PSD, et à l'appareil d'Etat. Mais, aussi inféodé que soit un appareil syndical au parti au pouvoir, il ne peut garder son audience auprès de la classe ouvrière, et donc sa capacité à contenir le mécontentement, s'il ne reflète, un tant soit peu ses revendications, même de façon déformée.

Entre l'UGTT et le pouvoir, ce n'est pas la première fois qu'il y a des conflits. A la suite de la grève générale et des émeutes de 1978, Habib Achour avait été emprisonné de longs mois et la répression s'était abattue sur les cadres de l'UGTT. Aujourd'hui, les salaires sont bloqués alors que l'inflation avoisine les 25 % en deux ans. Le mécontentement monte. Les relations entre l'appareil syndical et le gouvernement se sont tendues. D'autant plus que se greffent les problèmes posés par la succession de Bourguiba : à la tête de l'UGTT, Habib Achour pouvait être un successeur possible, et il apparaissait donc comme un rival de Mzali.

Dans la situation actuelle de la Tunisie, l'UGTT avait fait preuve de bonne volonté envers le gouvernement. Elle avait déclaré qu'elle *"comprenait"* les hausses du prix du pain qui déclenchèrent les émeutes en Tunisie. Puis elle s'était empressée d'annuler son mot d'ordre de grève générale, au moment des émeutes, pour signer à la hâte un accord salarial destiné à calmer le mécontentement.

Mais la direction de l'UGTT tenait malgré tout à conserver ses distances à l'égard du gouvernement et du parti au pouvoir. Ces derniers mois, elle avait pris l'initiative de divers mouvements de grève et refusé de présenter des candidats sur les listes du Destour aux élections de 1985, comme cela se faisait d'ordinaire.

Avec l'aide de la police et de la justice, le gouvernement tunisien viendra peut-être à bout de l'appareil dirigeant de l'UGTT, parviendra peut-être à faire de l'UGTT un syndicat docile entre ses mains. Cela lui permettra-t-il d'avoir un instrument plus sûr pour domestiquer le mécontentement ouvrier ? C'est une autre histoire !

O.B.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995